

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

PREMIER MINISTERE

CAISSE DES DEPOTS ET DE DEVELOPPEMENT



RAPPORT ANNUEL

2014

Caisse des Dépôts et de Développement (CDD)

B.P. 5005 Nouakchott

Tél. 45 25 07 55

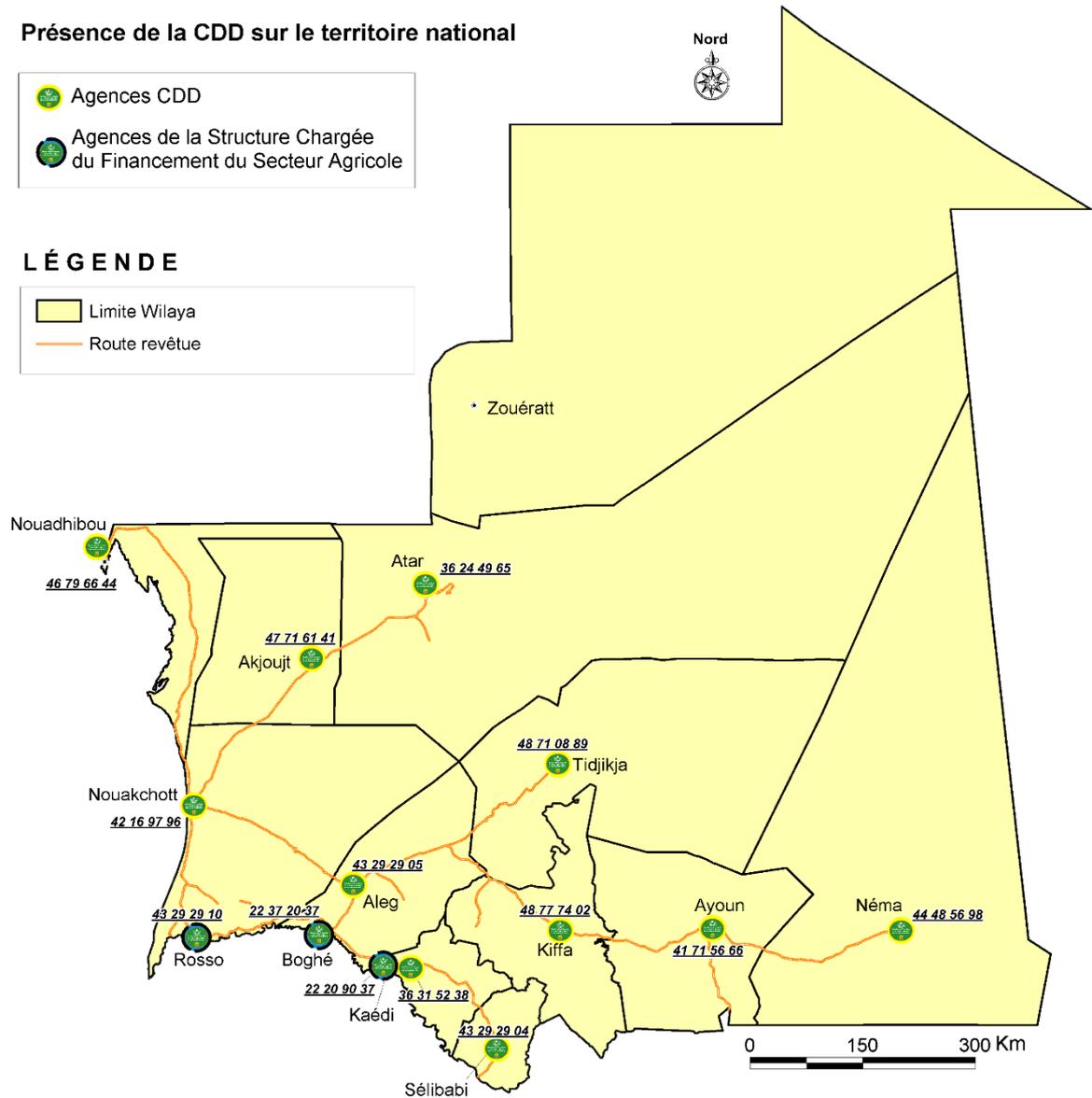
Fax. 45 24 43 56

Présence de la CDD sur le territoire national

-  Agences CDD
-  Agences de la Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole

LÉGENDE

-  Limite Wilaya
-  Route revêtue



SOMMAIRE

5

MESSAGE DU DIRECTEUR GENERAL

7

LA CDD EN CHIFFRES

8

RAPPORT DE GESTION

9 Analyse du portefeuille global

11 Fonds de Soutien à l'Emploi

17 Financement du secteur rural

22 Portefeuille propre de la CDD

26

DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

27 Mission, vision, valeurs

28 Gouvernance et administration

29 Ressources humaines et organisation

31 Développement du réseau des agences

32 Filialisation des activités

33 Coopération et partenariat

34 Orientations stratégiques

35

RAPPORT FINANCIER

36 Le Budget

42 Les états financiers

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|---------|--|
| AGRD | Activités Génératrices de Revenus Durables |
| ANAPEJ | Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes |
| ATIM | Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance |
| BCM | Banque Centrale de Mauritanie |
| BIC | Bénéfice Industriel et Commercial (impôt sur) |
| BMS | Banque Mouamalat Sahiha |
| BTP | Bâtiments et Travaux Publics |
| CDD | Caisse des Dépôts et de Développement |
| CDG | Caisse des Dépôts et de Gestion |
| CNAM | Caisse Nationale d'Assurance Maladie |
| CNSS | Caisse Nationale de Sécurité Sociale |
| CSA | Commissariat à la Sécurité Alimentaire |
| DC | Diplômé Chômeur |
| DD | Direction du Développement |
| DDC | Direction des Dépôts et Consignations |
| EPA | Etablissement Public Administratif |
| FADES | Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social |
| FKDEA | Fonds Koweïtien pour le Développement Economique des Pays Arabes |
| FSE | Fonds de Soutien à l'Emploi |
| GIE | Groupement d'Intérêt Economique |
| IMF | Impôt Minimum Forfaitaire |
| IRF | Impôt sur le Revenu de la Fortune |
| ISCAE | Institut Supérieur de Comptabilité et d'Administration des Entreprises |
| ITS | Impôt sur Traitements et Salaires |
| MF | Ministère des Finances |
| PME | Petite et Moyenne Entreprise |
| PNB | Produit Net Bancaire |
| SAS | Société Anonyme Simplifiée |
| SCFSA | Structure Chargée du Financement du Secteur Agricole |
| SNAAT | Société Nationale des Aménagements Agricoles et des Travaux |
| SNIM | Société Nationale Industrielle et Minière |
| SOGEM | Société de Gestion de Manantali |
| SONIMEX | Société Nationale d'Importation et d'Exportation |
| TPE | Très Petites Entreprises |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |

Message du Directeur Général

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD) a entamé, le 17 mars 2015, sa quatrième année depuis la décision historique du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed OULD ABDEL AZIZ, de doter le pays d'une institution financière solide, crédible et performante au service du développement économique et social.

Depuis cette date, la CDD a fondé son action de long terme sur un système de valeurs basé sur l'intégrité, la rigueur et le professionnalisme **pour un développement respectueux de nos valeurs**. Elle a pu, durant cette période, développer son réseau d'agences pour couvrir tous les wilayas du pays à l'exception du Tiris Zemmour dont la couverture est programmée en 2015.

La CDD se positionne comme acteur important dans le financement du développement économique et social du pays à travers la poursuite simultanée de trois voies : (i) la prise en charge des mandats de gestion confiés par l'Etat, (ii) la participation au financement de l'économie à la recherche de l'élargissement de sa base productive et à sa diversification et (iii) l'accompagnement des politiques publiques.

Au niveau des **mandats de gestion** confiés par l'Etat, la Caisse a poursuivi la mise en œuvre des deux chantiers déjà amorcés par l'extension, d'une part, du Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) lancé par Son Excellence Monsieur le Président de la République en mars 2012 à Nouadhibou et, d'autre part, par la prise en charge du financement du secteur rural dans son ensemble conformément aux choix arrêtés par les pouvoirs publics.

S'agissant du **Fonds de soutien à l'emploi**, en plus de la sensibilisation des promoteurs et des couches sociales ciblées, un processus participatif a été mis en place afin de permettre aux différents départements ministériels, aux élus locaux, aux administrations territoriales et à la société civile de participer à la prise de décisions relatives aux financements de projets créateurs de valeur et ayant un impact tangible sur les populations cibles du programme. Au total, ce sont 6 372 projets qui ont été financés dans le cadre de ce programme pour un montant de 6.3 milliards d'Ouguiya.

Quant au **financement du secteur rural**, la CDD a mis en place une Structure chargée du financement du secteur agricole, basée à Rosso et disposant d'agences à Rosso et Kaédi et d'une antenne à Boghé. Elle a, aussi, développé les outils et procédures idoines au financement de la filière rizicole dans la vallée du fleuve. Au total, ce sont plus 579 exploitants qui ont été appuyés, en 2014, pour un montant global de 1.8 milliards et une superficie emblavée de plus de 11 300 hectares.

Au niveau du **financement de l'économie**, la CDD se positionne comme acteur d'appui et d'accompagnement des Petites et moyennes entreprises (PME) qui constituent une source essentielle de création de la valeur et un employeur durable pour la jeunesse de

notre pays. Dans ce cadre, et en plus des financements accordés à des Très Petites Entreprises (TPE) dans le cadre du FSE, la CDD a procédé déjà au financement de 163 projets pour un montant total de 4.5 milliards d'Ouguiya. Ces projets correspondent à des créations ou restructurations de petites ou moyennes entreprises travaillant dans divers secteurs dont la santé, les services, le commerce, l'hôtellerie, les loisirs, la restauration ainsi que les BTP.

Enfin, en matière **d'accompagnement des politiques publiques**, la CDD se positionne comme partenaire important pour accompagner les grands chantiers économiques de l'Etat. Dans ce cadre, elle a poursuivi ses efforts auprès des départements ministériels dans plusieurs projets structurants dont la construction de 600 logements à Zouerate, le programme de 1 159 logements sociaux à Nouadhibou, le projet de construction d'une usine de lait à Boghé ainsi que le projet de mise en place d'un complexe de conditionnement de dattes et de légumes à Atar.

Sur le plan financier, les résultats de l'année 2014 font ressortir un total de bilan de 104.7 milliards d'Ouguiya, un total du hors-bilan de 9.2 milliards et un résultat positif de 568 millions d'Ouguiya.

Les ressources du bilan sont essentiellement composées des dépôts à vue auprès de la Caisse (62 milliards), des capitaux propres (10,8 milliards) et d'un emprunt contracté auprès du FADES (3.8 milliards déjà décaissés). Au niveau des emplois, l'essentiel de l'actif est composé de trésorerie (55.3 milliards), de crédits à la clientèle (12.3 milliards) et de placements à terme auprès du système bancaire (3.5 milliards).

Pour **les prochaines années**, la CDD se fixe comme objectifs, d'une part, de renforcer sa maturité institutionnelle et son pilotage en diversifiant, entres autres, ses activités et de consolider son développement financier d'autre part.

Le renforcement de la maturité institutionnelle de la CDD sera recherché à travers la consolidation de son rôle dans le développement économique et social du pays par la conception de projets à valeur ajoutée et créateurs d'emplois, l'intégration des couches défavorisées dans la sphère de circulation de la richesse et le développement de la coopération avec les bailleurs et les investisseurs étrangers, notamment ceux à long terme.

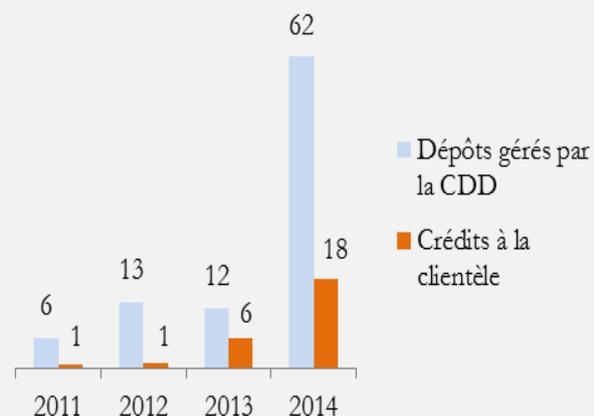
Quant au pilotage de la CDD, trois orientations seront suivies: (i) le développement des ressources humaines, (ii) l'adoption d'un système de management de la qualité et (iii) la poursuite de la modernisation du système d'information.

Enfin, le développement financier de la CDD sera visé à travers l'amélioration du dispositif de mobilisation des ressources, la diversification du portefeuille d'actifs et le renforcement de la viabilité financière de l'Institution.

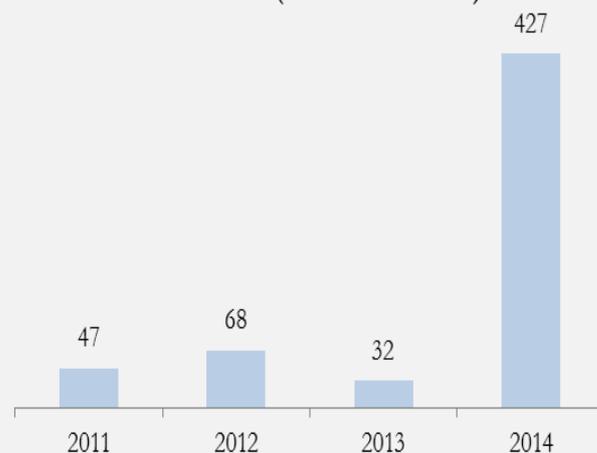
Mohamadou Yousouf DIAGANA

La CDD en chiffres

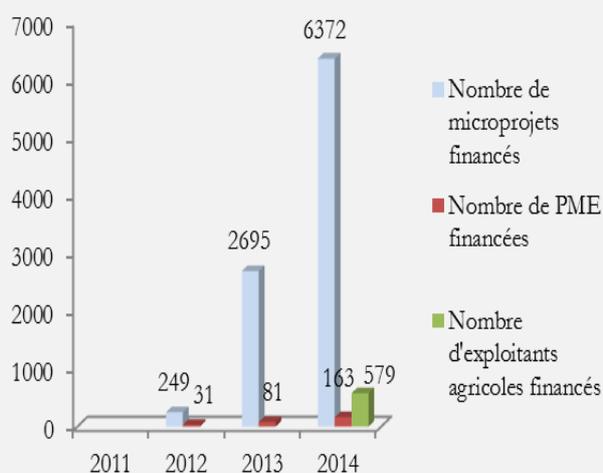
Dépôts et crédits de la CDD (en milliards MRO)



Résultat net de la CDD (en millions MRO)



Nombre de bénéficiaires des financements de la CDD



Nombre d'agences de la CDD dans le pays



RAPPORT DE GESTION

Analyse du portefeuille global

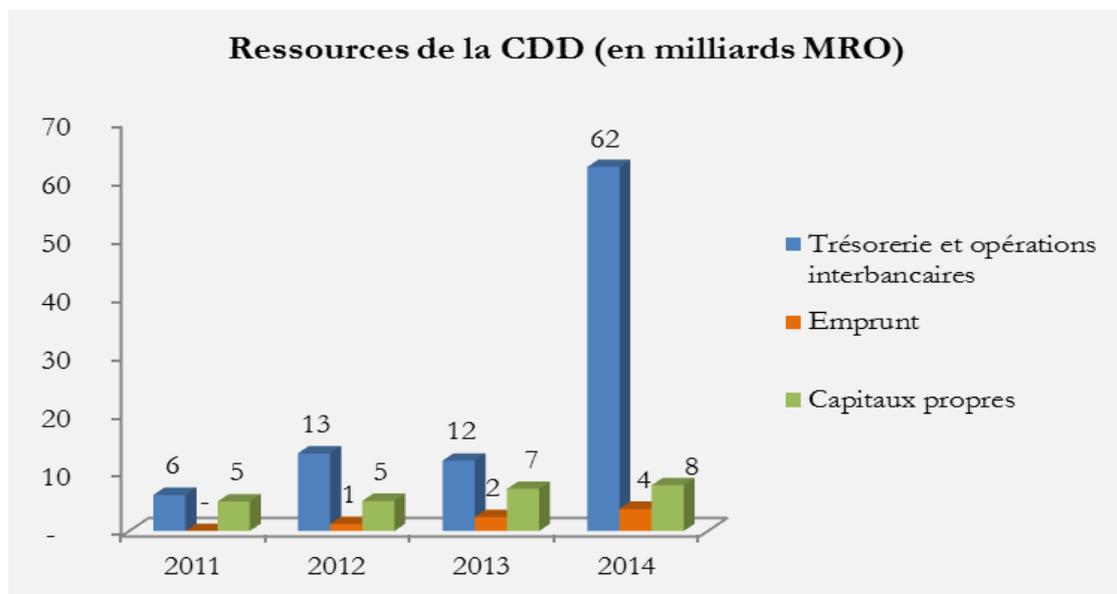
Ressources de la CDD

Les ressources de la Caisse des Dépôts et de Développement sont constituées de capitaux propres, d'emprunts, de dépôts réglementés confiés à la CDD et de fonds destinés au financement des mandats confiés par l'Etat.

Au 31.12.2014, les ressources à la disposition de la CDD ont atteint 73.7 milliards d'Ouguiya. Elles proviennent des dépôts réglementés (55.8 milliards), des capitaux propres (7.8 milliards), des ressources destinées au financement du Fonds de soutien à l'emploi (4.4

milliards), d'un emprunt auprès du FADES (3.8 milliards) et d'un dépôt à terme effectué par la Société de gestion de Manantali (1.9 milliards).

Ces ressources ont connu une importante évolution durant l'année 2014 grâce au transfert par le Trésor public au profit de la CDD de la gestion des dépôts réglementés. Ces dépôts sont passés de 10.2 milliards en 2013 à 55.8 en 2014.



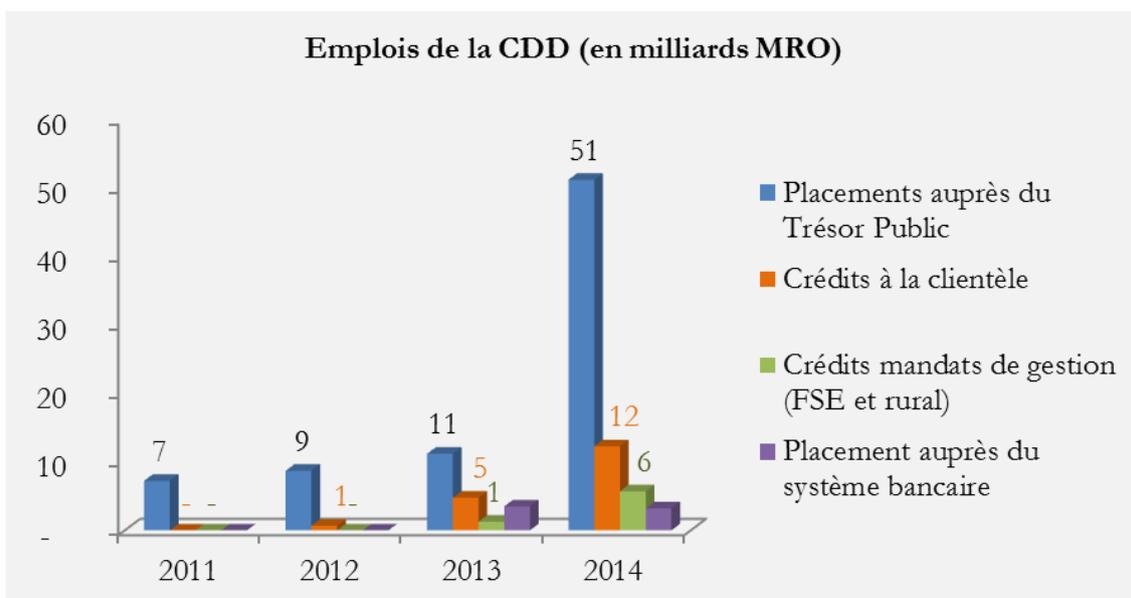
Emplois de la CDD

L'activité de la Caisse est scindée en trois programmes : (i) le Fonds de soutien à l'emploi, (ii) le financement du secteur rural et (iii) le portefeuille propre de la CDD.

Au 31.12.2014, les principaux emplois sont composés de placements auprès du Trésor public (51 milliards), de crédits à la clientèle (12.3 milliards), des crédits accordés dans le cadre des mandats confiés par l'Etat (5.7 milliards) et des

placements auprès du système bancaire (3.5 milliards).

En plus de ces emplois, la CDD a acquis des titres de participation dans les capitaux de la Télévision de Mauritanie (50 millions), de la Radio de Mauritanie (50 millions), de la Télédiffusion de Mauritanie (100 millions) et dans une joint-venture avec NOVEC (filiale de la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc) à hauteur de 51 millions.



Fonds de Soutien à l'Emploi

1. Présentation du programme

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme lancé par Son Excellence le Président de la République lors de sa visite à Nouadhibou en mars 2012 en réponse au problème de l'emploi en général, et celui des jeunes en particulier.

Il comporte trois composantes : (i) l'appui aux activités génératrices de revenus durables notamment dans les quartiers précaires, au profit des couches vulnérables, (ii) l'insertion des diplômés chômeurs et (iii) la promotion des Très petites entreprises (TPE).

Sa gestion a été confiée à la CDD sous forme d'un mandat de gestion bâti sur des conventions signées, pour chaque wilaya, entre la CDD et l'Etat représenté par le Ministère des Finances. A la signature de chaque convention, les deux parties fixent l'enveloppe régionale en question et les conditions de rémunération de la Caisse. Son enveloppe globale est de 10 milliards

d'Ouguiya, répartie entre les régions suivant un ensemble de paramètres dont, le profil socio-économique régional, le poids démographique et les priorités de développement dans chaque Wilaya.

Au 31.12.2014, les conventions signées pour la gestion de ce programme ont couvert toutes les wilayas du pays, à l'exception du Trarza et du Tiris Zemmour.

| Wilaya | Montants des conventions MF/CDD (MRO) |
|---------------|---------------------------------------|
| Adrar | 250 000 000 |
| Assaba | 500 000 000 |
| Brakna | 500 000 000 |
| Dakhlet NDB | 1 500 000 000 |
| Gorgol | 500 000 000 |
| Guidimaka | 500 000 000 |
| Hodh Echarghi | 500 000 000 |
| Hodh Elgharbi | 500 000 000 |
| Inchiri | 250 000 000 |
| Nouakchott | 3 000 000 000 |
| Tagant | 250 000 000 |
| Total | 8 250 000 000 |

2. Logique d'action

Les conditions d'éligibilité et les procédures applicables à la gestion des fonds du mandat sont définies par des comités de crédit régionaux, institués au niveau de chaque Wilaya, par arrêtés du Ministre des Finances.

Le Comité de crédit régional présidé par le Wali comprend:

- ☞ le Trésorier Régional ou son représentant ;
- ☞ un représentant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, et du Tourisme ;
- ☞ le Délégué Régional du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports ;
- ☞ la Coordinatrice Régionale du Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille ;
- ☞ un représentant du Ministère chargé de l'Emploi ;
- ☞ le chef d'antenne régionale de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ) ;
- ☞ un représentant du réseau local de la Société Civile ;
- ☞ un représentant de la Caisse des Dépôts et de Développement qui assure le secrétariat dudit comité;

Les prêts accordés dans le cadre de ce programme sont, le plus souvent, conformes aux formules islamiques, avec une marge de 6%.

La Caisse perçoit une rémunération destinée à couvrir les charges de gestion sous forme d'une commission fixe ou d'une part de l'enveloppe globale objet de la convention. Au total sur les 12 conventions déjà signées, la rémunération de la Caisse s'est élevée à 171.3 millions d'Ouguiya en 2014.

En plus de cette rémunération, la CDD prélève une contribution de 0.5% au titre du fonds de garantie et une commission de 0.25% au titre du fonds d'études sur tous les crédits accordés dans le cadre de ce mandat.

La CDD procède à une comptabilisation des opérations du programme de sorte à assurer une traçabilité complète et séparée entre ces opérations et celles propres à la Caisse.

La CDD adresse au Ministère des Finances, tous les six mois, un rapport détaillé sur l'utilisation des fonds du mandat et sur l'état d'exécution des projets financés.

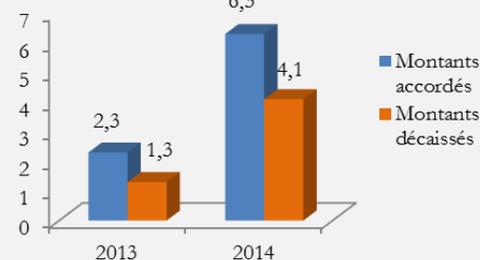
Etat d'avancement

La logique globale suivie dans la mise en œuvre du programme a été guidée par les principes suivants :

- ☞ Un avancement progressif dans la couverture géographique des régions du pays ;
- ☞ Une transparence et une maîtrise du processus de réception, traitement et analyse des dossiers de financement adressés à la CDD;
- ☞ Une efficacité optimale dans la mise en œuvre des financements après l'accord des comités de crédit ;
- ☞ Un suivi rapproché des projets et des échéances.

Au 31.12.2014, la CDD a enregistré 29 142 demandes de financement dont 16 311 ont été présentées à l'étude et 6 372 ont été éligibles à la grille préétablie par les comités de crédit régionaux. Le montant total des financements accordés à ces dossiers est de 6.340 milliards d'Ouguiya.

Financements accordés dans le cadre du FSE (en milliards MRO)



Le taux de décaissement des financements accordés dans le cadre de ce programme se situe, au 31.12.2014, à 65%. Cette situation est due, essentiellement, aux retards pris par les porteurs de projets dans la mise en place des garanties nécessaires.

Etat d'avancement des financements accordés dans le cadre du FSE

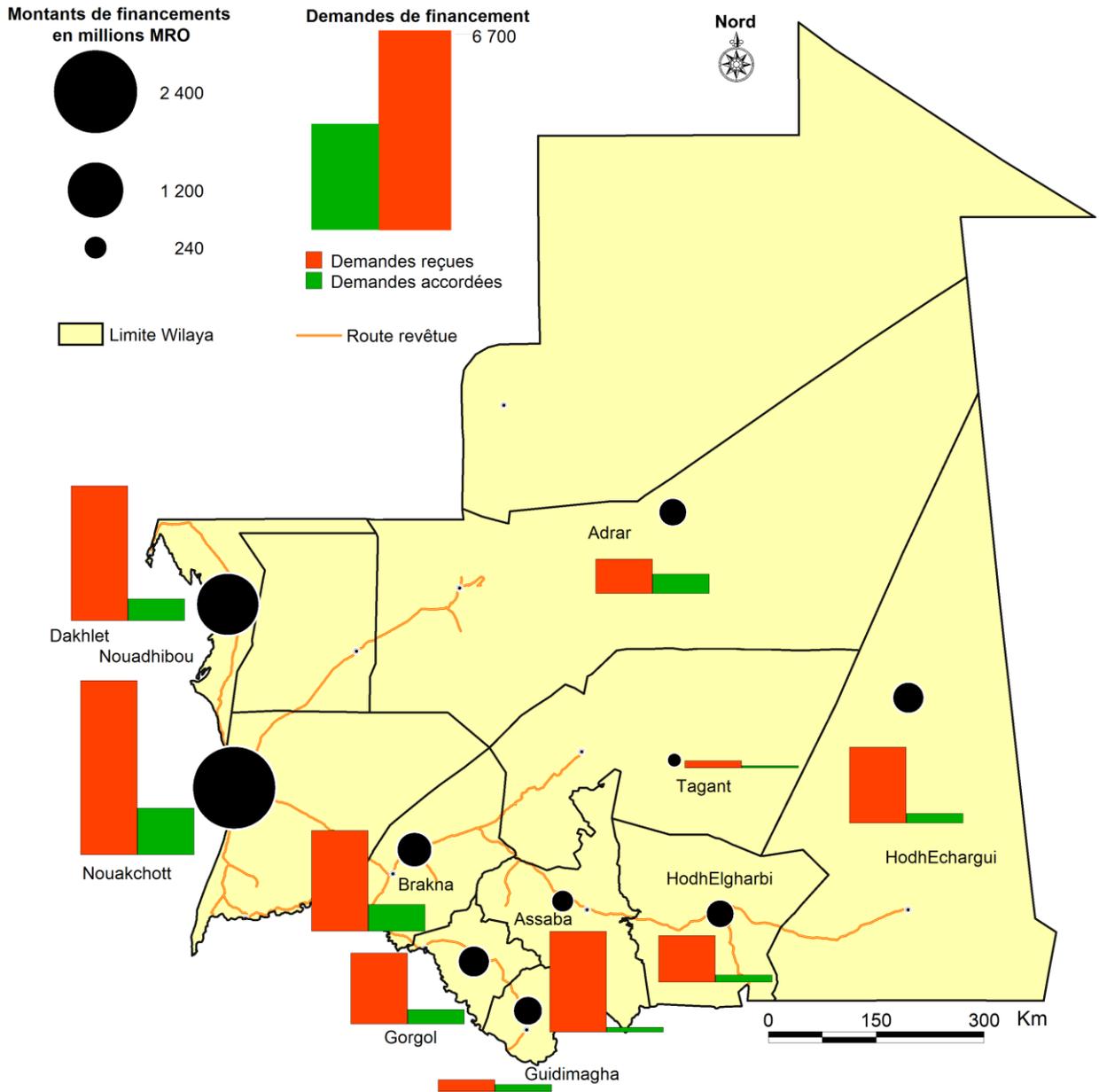
| | Nombre de microprojets financés | Montant des financements (en milliers MRO) |
|--------------------|---------------------------------|--|
| Adrar | 776 | 313 100 |
| Assaba | 193 | 216 800 |
| Brakna | 1061 | 476 700 |
| Dakhlet Nouadhibou | 865 | 1 414 821 |
| HodhEchargui | 382 | 403 660 |
| HodhElgharbi | 330 | 324 800 |
| Gorgol | 583 | 396 738 |
| Guidimakha | 282 | 346 174 |
| Nouakchott | 1 784 | 2 360 600 |
| Tagant | 116 | 86 540 |
| Total | 6 372 | 6 339 933 |

Quant à la répartition régionale des activités financées dans le cadre du Fonds de soutien à l'emploi, elle fait l'objet d'une attention particulière afin de mieux cibler les potentialités de chaque Wilaya. A cet effet, la CDD a tenu à géo-référencer toute son activité afin de permettre une analyse fine des différents aspects de la répartition de l'enveloppe accordée au niveau de chaque région et au niveau national.

| Wilaya | Demandes reçues | | | | Demandes accordées | | | |
|-----------------------|-----------------|--------------|--------------|---------------|--------------------|------------|------------|--------------|
| | AGRD | DC | PME | TOTAL | AGRD | DC | PME | TOTAL |
| Adrar | 1 283 | 20 | 7 | 1 310 | 759 | 10 | 7 | 776 |
| Assaba | 3 747 | 105 | 7 | 3 859 | 155 | 35 | 3 | 193 |
| Brakna | 3 810 | 60 | 1 | 3 871 | 1028 | 32 | 1 | 1061 |
| Dakhlet Nouadhibou | 1 550 | 425 | 3 206 | 5 181 | 306 | 62 | 497 | 865 |
| Gorgol | 2 713 | 29 | 12 | 2 754 | 557 | 17 | 9 | 583 |
| Guidimakha | 419 | 7 | 7 | 433 | 274 | 4 | 4 | 282 |
| HodhEchargui | 2 908 | 42 | 4 | 2 954 | 367 | 12 | 3 | 382 |
| HodhElgharbi | 1 761 | 38 | 9 | 1 808 | 302 | 25 | 3 | 330 |
| Nouakchott | 4 700 | 1490 | 476 | 6 666 | 1 155 | 383 | 246 | 1 784 |
| Tagant | 299 | 4 | 3 | 306 | 113 | 1 | 2 | 116 |
| Total | 23 190 | 2 220 | 3 732 | 29 142 | 5 016 | 581 | 775 | 6 372 |

| WILAYA | Montants accordés (en million MRO) | | | |
|--------------------|------------------------------------|------------|--------------|--------------|
| | AGRD | DC | PME | TOTAL |
| Adrar | 296 | 9 | 8 | 313 |
| Assaba | 163 | 45 | 9 | 217 |
| Brakna | 467 | 9 | 0,8 | 477 |
| Dakhlet Nouadhibou | 263 | 147 | 1005 | 1 415 |
| Gorgol | 352 | 14 | 31 | 397 |
| Guidimakha | 323 | 12 | 11 | 346 |
| HodhEchargui | 376 | 22 | 6 | 404 |
| HodhElgharbi | 277 | 42 | 6 | 325 |
| Nouakchott | 552 | 1 124 | 685 | 2 361 |
| Tagant | 81 | 2 | 4 | 87 |
| Total | 3 150 | 301 | 1 765 | 6 340 |

Répartition des activités du Fonds de soutien à l'emploi sur le territoire national

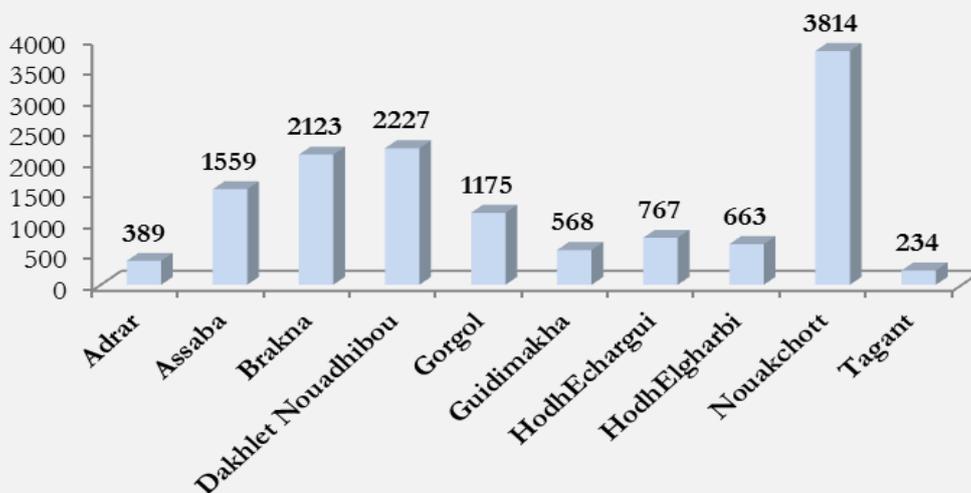


3. Impacts du programme

Plusieurs résultats ont été atteints grâce à la mise en œuvre de ce programme :

- ☞ La CDD est parvenue, à travers le Fonds de soutien à l'emploi, à mettre en place un environnement concurrentiel de nature à amener les banques commerciales à développer des produits destinés à des populations jusqu'ici exclues de toute offre bancaire classique ;
- ☞ Le travail de groupe imposé par le calendrier des comités de crédit régionaux a été une occasion pour l'ensemble des acteurs institutionnels de mieux coordonner leur action au-delà même du cadre de ce programme. Cette coordination est de nature à faciliter l'atteinte des objectifs régionaux de développement ;
- ☞ Dans le cadre de la promotion des TPE/PME, la CDD a contribué à l'amélioration de la formalisation de l'économie nationale en imposant l'enregistrement et la déclaration des entreprises bénéficiaires du Fonds de soutien à l'emploi aux niveaux des structures étatiques concernées (registre de commerce, services fiscaux, etc.) ;
- ☞ Le pays dispose désormais d'une institution financière bénéficiant d'une attention particulière de la part des hautes autorités et en mesure de mettre en œuvre des programmes sociaux destinés à toutes les tranches de la population ;
- ☞ Le Fonds de soutien à l'emploi a permis de créer environ 13 500 activités et emplois directs, répartis entre les différentes wilayas du pays.

Plus de 13 500 emplois créés par le programme FSE dans le pays



Financement du secteur rural

1. Présentation du programme

Le financement du secteur rural a fait l'objet d'une convention signée, le 27 décembre 2012, par le Ministère des Finances, le Ministère du Développement Rural, le Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme et la Caisse des Dépôts et de Développement.

Selon les termes de cette convention, L'Etat mandate la Caisse des Dépôts et de Développement pour la gestion des fonds destinés au financement du secteur rural. Ces fonds couvrent :

- ☞ Les ressources affectées par l'Etat au financement du secteur rural ;
- ☞ les subventions et dons accordés par l'Etat dans le cadre du financement du secteur ;
- ☞ les lignes de crédits et dons extérieurs affectés au secteur ;
- ☞ les dépôts des fonds de garantie, des fonds de calamités et catastrophes naturelles ;

- ☞ les fonds d'appui à la commercialisation de la production agricole ;
- ☞ les ressources affectées par la CDD sur ses bénéficiaires au financement du secteur ;
- ☞ toute autre forme d'appui au secteur décidée comme telle par l'Etat.

La traçabilité des différentes opérations de ce mandat est assurée par la tenue d'une comptabilité séparée des opérations du secteur rural dans les livres de la CDD qui adresse aux Départements signataires un rapport annuel détaillé sur l'utilisation des fonds et l'état d'exécution des projets financés.

La gestion des risques d'immobilisation et de non remboursement est assurée conformément aux procédures de la CDD et aux règles et usages professionnels en vigueur. Le risque de crédit proprement dit n'est pas pris en charge par la CDD.

2. Logique d'action

Pour promouvoir le secteur agricole, assurer son financement et accompagner son développement en lui permettant de jouer pleinement son rôle dans le développement social et économique du pays, la CDD a mis en place une Structure chargée du financement du secteur agricole (SCFSA) dédiée entièrement au développement de ce secteur dans toutes ses composantes. Cette Structure vient en remplacement de coopératives agricoles de crédit qui existaient auparavant et prend en charge, dorénavant, le financement du secteur agricole.

Elle est basée à Rosso, avec deux agences à Rosso et Kaédi et une antenne à Boghé. Elle a pour mission le financement de l'agriculture irriguée (campagnes agricoles, investissements, maraîchage), l'acquisition des intrants agricoles, les aménagements agricoles, les équipements et matériels agricoles, les infrastructures d'élevage, l'agro-industrie, les entreprises agricoles, les institutions de microfinance opérant dans le secteur agricole et

la commercialisation de la production agricole.

Les offres de financement de la Structure concernent les crédits de campagne et ceux liés à l'investissement à moyen et long terme. Ces financements sont opérés sous forme de crédit islamique, entre autres, à des marges de 6% par an. La durée de remboursement est variable de 6 à 84 mois.

Par ailleurs, les frais de gestion de l'activité de la Structure sont pris en charge par les produits provenant des opérations de crédit qu'elle accorde. La CDD, à travers cette structure, a accompagné la prise en charge du mandat rural par l'engagement de l'Etat à : (i) entamer des réformes réglementaires visant à transformer les concessions foncières de propriété existantes en titres hypothécables en garantie des crédits accordés, (ii) mettre en place des mécanismes appropriés pour la gestion des calamités naturelles en milieu rural et (ii) domicilier à la CDD toutes les subventions accordées à sa clientèle.

3. Etat d'avancement

En 2014, la CDD a commencé effectivement à procéder au financement du secteur agricole à travers : (i) le financement de la campagne de contre-saison chaude 2014, (ii) le financement de la campagne agricole irriguée 2014-2015, (iii) la participation à la cession du matériel agricole de la SNAAT, (iv) le financement de la mécanisation agricole et (v) le financement de la commercialisation de la production rizicole nationale pour la campagne 2014-2015.

a. Financement de la campagne de contre-saison chaude 2014

Dans un souci de pérenniser l'exploitation de la Plaine de M'Pourié à Rosso, et dans l'objectif d'insertion et de création d'emplois, les pouvoirs publics ont procédé à l'insertion de quelques diplômés chômeurs dans le sous-secteur de l'irrigué depuis la campagne agricole 2011-2012.

Dans le cadre de la campagne de contre saison chaude 2014, la SCFSA a accordé des financements au profit de 176 diplômés producteurs à raison de 10 hectares par producteur, soit une superficie totale de 1.760 ha.

Le montant alloué à l'hectare, conformément au compte d'exploitation préparé par les services du Ministère de l'Agriculture, s'est élevé à 202.000 UM, soit un financement total de 355.52 millions UM. Ce financement a été destiné à couvrir les besoins pour la redevance eau, l'acquisition des semences et une partie des besoins en fonds de roulement.

b. Financement de la campagne agricole d'hivernage 2014-2015

La Structure chargée du financement du secteur agricole a accordé 1.457 milliard de financements au profit de 282 coopératives, 110 diplômés producteurs et 11 exploitants privés. Ces financements ont permis la mise en valeur de périmètres rizicoles pour une superficie totale de 9 571 ha. Ils ont été accordés dans les délais requis par le calendrier cultural. La répartition régionale de ces financements ainsi que l'importance des montants accordés sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Les garanties requises pour le crédit de campagne se présentent comme suit :

- ☞ Lettre de confort de l'Etat et domiciliation des recettes pour les coopératives agricoles et pour les diplômés producteurs;
- ☞ Affectation hypothécaire (titre foncier rural ou urbain), caution bancaire et domiciliation des recettes pour les exploitants privés.

| Région | Superficie exploitée (ha) | Nombre de Coopératives | Exploitants privés & Diplômés Producteurs | Montants Accordés (millions MRO) |
|-----------------------|---------------------------|------------------------|---|----------------------------------|
| Trarza | 4 450 | 110 | 121 | 732 |
| Brakna | 2 060 | 91 | - | 283 |
| Gorgol/ Guidimakha | 3 061 | 81 | - | 442 |
| Total | 9 571 | 282 | 121 | 1 457 |

c. Cession du matériel agricole de la SNAAT

L'Etat a décidé de se désengager de l'opération de récolte et des travaux du sol qu'assurait la SNAAT en cédant le matériel concerné (moissonneuses batteuses et tracteurs) aux agriculteurs organisés en GIEs.

La CDD gère, à travers sa SCFSA, ce matériel pour le compte de l'Etat en le cédant sous forme de crédit « IJAR MOUNTEHI BI TEMLIK¹ » aux GIEs constitués pour la circonstance.

Dans le cadre de cette opération, la CDD a pris part aux travaux du Comité technique conjoint mis en place par les Ministères des Finances et du Développement Rural pour l'atteinte des objectifs assignés à ladite opération. C'est ainsi que les services de la CDD ont participé, à travers plusieurs réunions de travail et missions de terrain, à :

- ☞ la sensibilisation et à l'information des producteurs des périmètres irrigués de la vallée du Fleuve Sénégal;
- ☞ l'organisation des producteurs en Groupements d'intérêt économique (GIE) pour la gestion du matériel agricole;

☞ la définition des critères pour une meilleure classification des GIEs en producteurs privés, mixtes et collectifs d'une part, et pour une efficiente répartition du matériel agricole entre les différents GIEs constitués à cette fin, d'autre part.

Au final, au 31.12.2014, le résultat de cette opération est présenté dans le tableau ci-dessous.

Le matériel agricole, constitué de 64 moissonneuses batteuses et de 131 tracteurs a été cédé aux GIEs de producteurs comme suit :

- ☞ 55 moissonneuses au profit des GIEs du Trarza et 9 au profit des GIEs du Haut fleuve;
- ☞ 90 tracteurs pour les GIEs du Trarza et 41 pour ceux du Haut fleuve.

La cession du matériel agricole s'est réalisée avec des prix préférentiels fixés à 10 millions d'Ouguiya pour une moissonneuse batteuse et entre 3 et 4 millions pour un tracteur, avec une durée de crédit de 4 ans et des échéances trimestrielles. Les GIEs privés et mixtes doivent faire des dépôts, respectivement, de 25% et 15% du prix de cession du matériel.

| Wilaya | Nombre de GIEs | Montant accordé | Montant échu | Montant payé | Taux de recouvrement |
|--------------|----------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|
| Trarza | 31 | 903 000 000 | 104 488 715 | 90 069 272 | 86.2% |
| Brakna | 7 | 101 000 000 | 12 625 000 | 1 064 000 | 8.4% |
| Gorgol | 10 | 155 000 000 | 18 687 500 | 13 513 380 | 72.3% |
| Total | 48 | 1 159 000 000 | 135 801 215 | 104 626 652 | 77.04% |

¹ Location s'achevant par une cession

d. Financement de la mécanisation agricole

Dans le cadre de l'appui à la mécanisation agricole et en vue de pallier l'insuffisance constatée en matériels de moisson, la CDD a financé, en concertation avec les Ministères de l'Agriculture et des Finances, l'acquisition de 50 brigades agricoles composées chacune d'une moissonneuse batteuse, d'un tracteur, d'un wagon remorque et de pièces de rechange. Le coût total de cet investissement est de 3.3 milliards d'Ouguiya.

Ces brigades ont été cédées aux exploitants nationaux avec un abattement de 25%, soit un prix unitaire de 50 millions. Les opérations de vente ont été lancées suite à la publication d'un communiqué conjoint des Ministères des Finances et de l'Agriculture définissant les modalités de cession de ce matériel agricole. Au 31.12.2014, quatorze brigades ont été acquises par des exploitants privés.

e. Commercialisation du riz

Conscient des enjeux stratégiques du développement de l'agriculture irriguée, notamment la riziculture, le Gouvernement a mis en place un dispositif garantissant la valorisation et la consolidation des acquis obtenus par la filière rizicole. L'accord-cadre conclu entre la CDD et l'Etat, en décembre 2012, vient confirmer cette logique du maintien du rythme de développement de la filière observé ces dernières années.

Cet accord-cadre prévoit, entre autres, le financement par la CDD des opérations de commercialisation de la production agricole nationale. C'est dans ce cadre que la CDD et la SONIMEX ont signé une convention visant le financement de la commercialisation du paddy et du riz blanc produits au titre de la saison normale 2014/2015.

Ce financement est accordé sous forme de découvert sur un compte courant ouvert à la CDD au nom de la SONIMEX.

Le montant de ce découvert est plafonné au montant correspondant à la valeur effective de la production rizicole valorisée au prix fixé par le Comité Interministériel chargé de la commercialisation du riz. La durée de validité de ce découvert est de 180 jours à compter de sa date de mise en place.

Les fonds sont décaissés sous forme d'exécution d'ordres de virement émis par la SONIMEX en faveur des usiniers au prorata des achats de paddy attestés par la Commission régionale créée à cet effet.

La ligne de crédit produira des intérêts annuels fixes de 6% hors taxes. Le remboursement des avances consenties par la CDD dans le cadre de cette convention se fera à travers le reversement des recettes de vente des stocks par la SONIMEX et le CSA ainsi que le versement de la subvention par le Ministre des Finances.

Portefeuille propre de la CDD

1. Présentation du programme

Le portefeuille propre de la CDD comporte trois volets principaux d'investissement financier : (i) le placement de dépôts auprès du Trésor public, (ii) le financement des entreprises et (iii) l'appui aux politiques sectorielles.

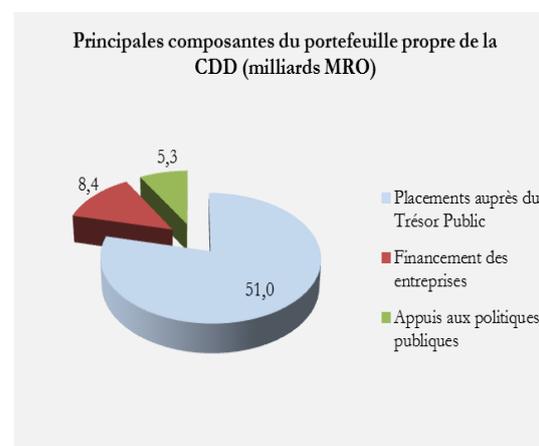
Les dépôts placés auprès du Trésor public sont productifs d'intérêts à un taux annuel de 4%. Les intérêts sont servis trimestriellement.

Quant au **financement des entreprises**, une ligne de crédit de 20 millions de dollars, contractée auprès du FADES, a été entièrement dédiée au financement des projets d'investissement ayant une grande valeur ajoutée et pouvant sensiblement améliorer la qualité de services offerts aux citoyens.

A cette ligne de crédit s'ajoutent des placements effectués sous forme de **dépôts à terme auprès du système bancaire** visant à la fois l'amélioration des produits

de la CDD et l'appui au système financier.

Enfin, **l'appui aux politiques sectorielles** peut prendre plusieurs formes allant de facilités de caisse accordées à des entreprises publiques jusqu'au financement et accompagnement technique de projets industriels de grandes tailles.



2. Les placements auprès du Trésor public

Les dépôts dont la gestion a été confiée à la CDD conformément à la loi 027-2011 comportent :

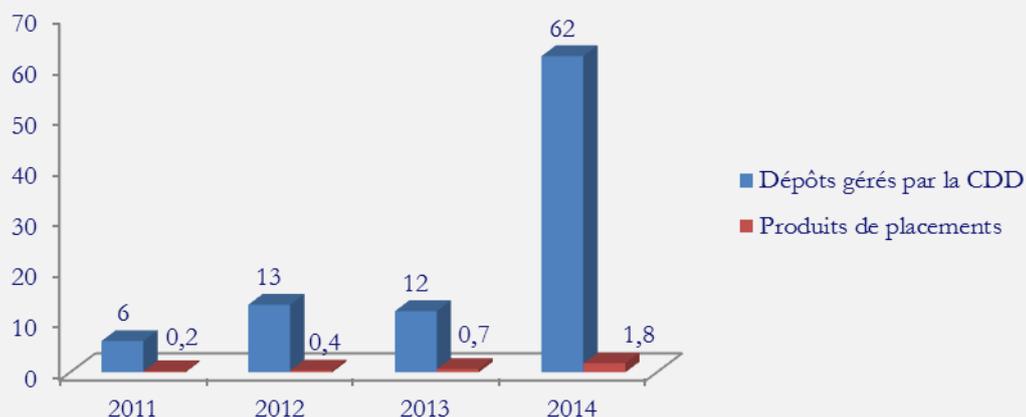
- ☞ Les fonds des Etablissement Publics Administratifs (EPA) et autres structures publiques ;
- ☞ Les dépôts des organismes de l'assurance sociale provenant de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) ;
- ☞ Les dépôts et consignations enregistrés dans les écritures du Trésor public au nom de l'ex-Caisse des Dépôts et Consignations ;
- ☞ Les fonds des greffes des diverses juridictions ;
- ☞ Les cautions et retenues opérées sur les saisies-arrêts, les consignations diverses ;
- ☞ Les dépôts et retenues de garantie afférents aux marchés publics, déposés auprès des autorités contractantes ou des concessionnaires de services publics.

Le transfert de ces dépôts par le Trésor public au profit de la CDD a été effectif durant le deuxième semestre de l'année 2014. C'est pour cette raison que les intérêts produits par ces dépôts ont connu une évolution importante durant cet exercice, passant ainsi de 601 millions d'Ouguiya en 2013 à 1 753 millions en 2014.

Les produits générés par ces placements constituent l'essentiel des produits de la CDD (62% en 2014).

D'autre part, une convention a été signée entre la CDD et le Ministère des Finances portant sur la transformation de 25% du total des dépôts tenus dans les livres du Trésor pour servir aux financements de l'économie et d'appui aux politiques publiques. Une quotité de 70% des montants transformés est destinée à des opérations de placement à court terme. Les 30% restant sont destinés à l'accompagnement de projets publics prioritaires.

Evolution des dépôts gérés par la CDD et des produits de placements (en milliards MRO)



3. Le financement des entreprises

Le financement des entreprises constitue une priorité pour la CDD depuis son démarrage. Dans ce cadre, elle a contracté un emprunt de 20 millions de Dollars US auprès du FADES dans l'objectif d'accompagner les petites et moyennes entreprises porteuses de projets ayant une grande valeur ajoutée.

Au 31.12.2014, les engagements de financement rentrant dans le cadre de ce volet ont déjà touché 163 entreprises pour un montant de 4.5 milliards d'Ouguiya. Les produits générés par cette activité s'élèvent à 215 millions d'Ouguiya en 2014.

Parallèlement à ces financements accordés directement par la CDD aux PME, des placements ont été effectués auprès du système bancaire en vue d'accélérer le rythme de distribution des crédits destinés à des Très petites entreprises (TPE) et à la relance de la consommation :

- ☞ **Banque populaire de Mauritanie** : Mourabaha d'un montant de 1 milliard, avec une marge de 6%;
- ☞ **Maurisbank** : Mourabaha d'un montant de 500 millions

d'Ouguiya avec une marge de 7% ;

- ☞ **Banque El Amana** : Un dépôt à terme d'un milliard avec un taux annuel de 7%;

- ☞ **Banque Elmouamat Sahiha** : Mourabaha inversée d'un milliard, avec une marge de 6%.

Ces placements ont permis à la CDD de réaliser des produits atteignant 205 millions d'Ouguiya en 2014.

| Répartition des financements selon les secteurs d'activité Ligne de crédit du FADES | |
|--|---------------------------|
| Secteur d'activité | Montant (en millions MRO) |
| Agriculture & élevage | 279 |
| BTP | 692 |
| Commerce | 455 |
| Industrie | 208 |
| Pêche | 145 |
| Services | 1 591 |
| Tourisme | 911 |
| Transport | 180 |
| Total | 4 460 |

4. L'appui aux politiques sectorielles

Parallèlement aux investissements financiers, la CDD a accompagné des structures publiques dans le développement de leurs activités ou le renforcement de la structure de leurs bilans. Les priorités dans ce domaine sont fixées en étroite collaboration avec les acteurs de l'action gouvernementale. Les principales actions menées dans ce cadre ont concerné :

- ☞ Le financement d'un programme de 600 logements à Zouerate en partenariat avec la SNIM. Au 31.12.2014, les financements déjà accordés à ce programme s'élèvent à 2.0 milliards ;
- ☞ Une facilité de trésorerie de 2 milliards en faveur de la SMCP dans l'objectif de lui permettre de faire face aux besoins prioritaires de commercialisation de la pêche artisanale et d'asseoir sa position dans la négociation des accords de vente des produits de pêche ;
- ☞ Un crédit d'équipement de 830 millions et une facilité revolving de 2 milliards au profit de l'ATTM dans le cadre d'un appui à son plan d'assainissement financier ;
- ☞ Un financement, à hauteur de 792 millions, au profit de la SONIMEX pour la mise en place d'une usine de décorticage de paddy ;
- ☞ Une facilité revolving de 50 millions d'Ouguiya destinée à combler le déficit de trésorerie de la STP.

La CDD est aussi engagée dans plusieurs projets n'ayant pas encore engendré de décaissement dans l'exercice de 2014. Il s'agit du :

- ☞ projet de construction de 1159 unités de logements sociaux à Nouadhibou en partenariat avec l'agence Tadamoun. La CDD accordera aux bénéficiaires de ces logements des crédits de long terme équivalents à 50% du coût des logements; les 50% restants sont pris en charge par l'Etat ;
- ☞ projet d'une usine de lait à Boghé, pour un montant estimé à 6 millions d'Euro ;
- ☞ projet d'une unité de conditionnement de dattes et de légumes à Atar, pour un montant estimé à un milliard d'Ouguiya ;
- ☞ projet de construction d'un hôtel Cinq étoiles à Nouakchott ;
- ☞ projet de construction d'un hôtel quatre étoiles à Nouadhibou.

**DEVELOPPEMENT
INSTITUTIONNEL**

Mission, vision et valeurs

La CDD est un acteur financier qui réalise des investissements à court, moyen et long termes. Son périmètre d'activité porte sur trois groupes de métiers :

- ☞ La collecte et la gestion des ressources financières ;
- ☞ Le financement de l'économie ;
- ☞ L'accompagnement des politiques publiques.

La collecte des ressources financières concerne la centralisation des dépôts prévus par la loi portant création de la CDD et la contraction d'emprunts sur le marché financier national et/ou international.

En matière de financement de l'économie, la CDD se fixe comme priorité le développement de l'accès des entreprises au crédit, en particulier celles portant des projets structurants et créateurs de fortes valeurs ajoutées.

Enfin, s'agissant de l'accompagnement des politiques publiques, la Caisse intervient pour : (i) octroyer des garanties aux bailleurs de fonds sur certains projets de développement, (ii) participer, en tant qu'investisseur à long terme, à certains financements de projets identifiés essentiels au développement économique et social du pays, (iii) appuyer les politiques de développement décentralisé, (iv) appuyer les politiques sociales

notamment dans les domaines de l'emploi, de la sécurité alimentaire, de l'habitat social et de la petite et moyenne entreprise et (v) gérer les mandats confiés par les clients (établissements publics, entreprises nationales, bailleurs de fonds).

Sur le plan organisationnel, la Caisse a deux bras opérationnels pour la réalisation de ces missions :

☞ **La Direction des Dépôts et Consignations** est un investisseur financier à court terme. Elle réalise toutes les opérations bancaires relatives à la gestion des dépôts et consignations confiés à la Caisse.

☞ **La Direction du Développement** est un investisseur financier à moyen et long termes. Elle peut engager des fonds en cofinancement avec les banques ou dans le cadre de mandats de gestion. Elle a aussi pour mission la mobilisation des ressources extérieures pour financer des projets de développement.

Pour remplir sa mission, la CDD adopte un système de valeurs basé sur l'intégrité, la rigueur, et le professionnalisme « **pour un développement respectueux de nos valeurs** ».

Gouvernance et administration

La gouvernance de la CDD est assurée par un dispositif comprenant un Conseil d'orientation stratégique et une Commission de surveillance propre à chaque Direction opérationnelle. Ces instances comportent des représentants de l'Administration publique, du Parlement, des Collectivités locales et des Partenaires techniques et financiers du pays.

Le Conseil d'orientation stratégique est présidé par le Premier Ministre. Il est chargé de s'assurer du respect des grands objectifs fixés par les pouvoirs publics et de la bonne coordination avec les partenaires financiers de la Mauritanie.

Les Commissions de surveillance, dont les membres sont désignés pour un mandat de trois ans, entendent trimestriellement le compte-rendu établi par la Direction Générale sur la situation des deux directions opérationnelles. Elles doivent vérifier la situation des

fonds encaissés et du portefeuille ainsi que la bonne tenue des écritures.

L'administration et la gestion sont assurées par un Directeur Général, un Secrétaire Général et un Caissier Général.

Le Directeur Général de la Caisse est responsable de la gestion de ses fonds et valeurs. Il est nommé par décret présidentiel pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois. Il est entendu par les commissions de l'Assemblée Nationale et du Sénat chargées des finances et de l'économie pour présenter son projet de gestion de la CDD.

Le Directeur Général est assisté par un **Secrétaire Général** qui le remplace, de droit, en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Caissier Général est responsable du maniement, de la conservation et de la garde des fonds, valeurs et titres appartenant ou confiés à la Caisse.

Ressources humaines et organisation

En 2014, la CDD a continué à recruter suivant le rythme du développement de ses activités. Ces recrutements ont concerné 6 cadres supérieurs, 4 cadres intermédiaires et 6 agents de maîtrise.

Au 31.12.2014, la CDD compte au total 134 employés, dont 56 cadres supérieurs. A cet effectif s'ajoute le personnel de la Structure chargée du financement du secteur agricole qui compte 33 employés.

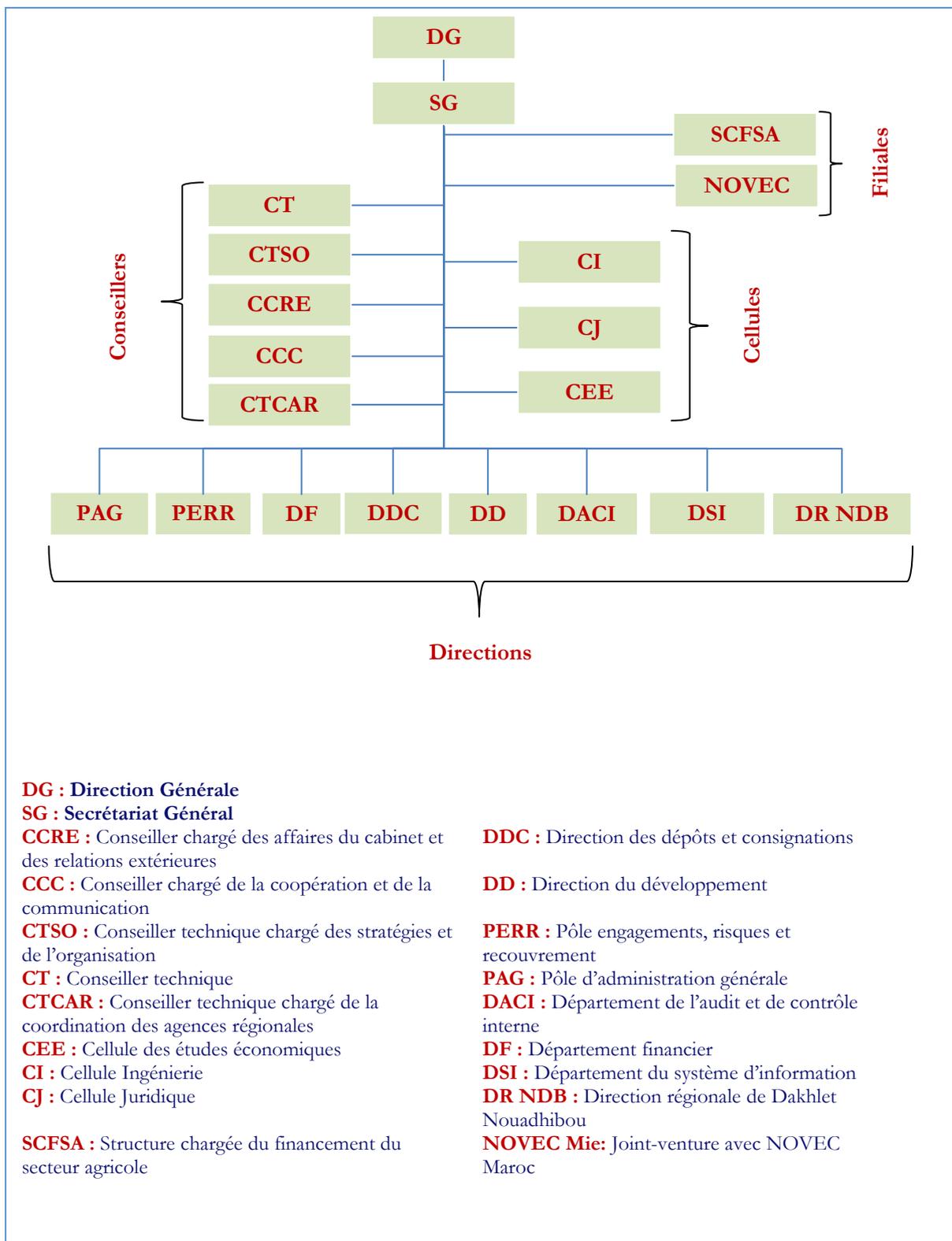
En plus de la culture de performance et de la participation effective au développement et à la pérennité de l'institution imposées au personnel, la CDD suit une stratégie de maîtrise de son socle de métier et un rythme de turn-over permettant de couvrir en permanence ses besoins stratégiques en ressources humaines.

En matière de formation et de renforcement des capacités, la

majorité des formations dispensées au profit du personnel ont été essentiellement en interne ou de courtes durées. Elles ont couvert 22 employés dans les différents domaines d'activité de la CDD. Durant l'année 2014, la CDD a accueilli 15 stagiaires issus essentiellement des structures de formation professionnelles (ISCAE, IFAE, Lycée commercial ...).



Organigramme de la CDD

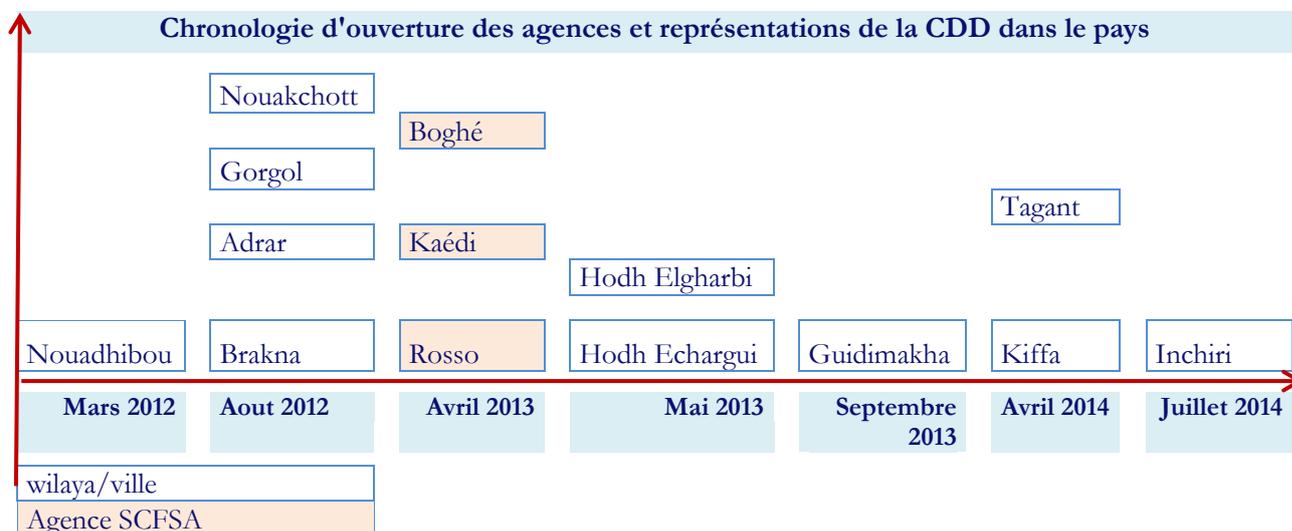


Développement du réseau des agences

En 2014, la CDD a poursuivi sa politique de couverture progressive des régions du pays par son réseau d'agences. Elle a procédé à la mise en place de quatre nouvelles agences à Sélibaby, Kiffa, Tidjikdja et Akjoujt. Le démarrage des activités de la CDD au Tiris Zemmour, est prévu en 2015 à l'occasion de la réception des logements financés à Zouérate.

En plus de ces représentations régionales, la CDD dispose d'une Structure chargée du financement du secteur agricole basée à Rosso et ayant des agences à Rosso et à Kaédi ainsi qu'une antenne à Boghé.

A Nouakchott, l'institution a regroupé, en 2014, les différents services centraux dans son siège social construit sur une superficie de 1230 m².



Filialisation des activités

La CDD a engagé, depuis 2013, un partenariat avec la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc (CDG) afin de bénéficier de son expérience dans le domaine de l'ingénierie et combler, ainsi, l'insuffisance des opérateurs nationaux en matière d'ingénierie et d'expertise technique nécessaires à la réalisation de grandes études d'infrastructures.

Ce partenariat s'est traduit par la signature, en 2013, d'un memorandum d'entente entre la CDD et NOVEC (filiale de la CDG) pour la mise en place d'un bureau d'étude, sous forme de joint-venture

Les travaux de la mise en place juridique et opérationnelle de cette entité ont été achevés par la signature, en septembre 2014, des documents portant création d'une Société Anonyme Simplifiée de droit mauritanien portant le nom de «NOVEC Mauritanie».

L'objectif assigné à la nouvelle structure est de : (i) contribuer à la réalisation d'études et à la

bonne exécution des projets de développement de la Mauritanie, (ii) apporter l'expertise, la compétitivité, les références et les moyens humains de NOVEC pour une réalisation optimale des projets en Mauritanie, (iii) assurer un appui au développement de l'ingénierie mauritanienne par le transfert de technologies de NOVEC et (iv) accompagner les politiques de développement en Mauritanie par la mise à disposition d'une expertise compétitive de proximité.

Après la constitution de cette société, NOVEC a mobilisé une équipe d'experts pour appuyer le Ministère de l'Agriculture dans le cadre de l'aménagement hydro-agricole de l'Aftout Essahili. Ces missions ont permis d'établir un mode opératoire pour l'amélioration des travaux du chenal de l'Aftout Essahili. D'autre part, NOVEC a été sollicité pour soumettre une proposition pour le projet de construction d'une usine de dattes et de légumes à Atar.

Coopération et partenariats

Au cours de l'année 2014, la Caisse des Dépôts et de Développement a pris part à plusieurs événements internationaux dans le but de nouer des contacts avec des partenaires ayant déjà une longue expérience dans le financement du développement :

- ☞ Réception d'une mission de la Caisse des Dépôts et de Consignations française dans le cadre de la finalisation d'un projet d'accord de coopération entre les deux institutions au sujet du développement de la zone franche de Nouadhibou ;
- ☞ Réception d'une mission de Shelter-Afrique dans le cadre d'une convention pour le rachat, par l'Etat Mauritanien via la CDD, des créances accordées à des entreprises mauritaniennes par la société Shelter-Afrique, à l'effet de permettre à cette dernière d'étudier de nouvelles requêtes de financement, notamment dans le logement social. La CDD a élaboré, à cette occasion, une requête de financement adressée à Shelter-Afrique pour la mise en place d'un nouveau programme de logement à Zouerate ;
- ☞ Participation aux travaux du Comité de Coordination du Forum Mondial des Caisses des dépôts qui se sont déroulés à Tunis (en mai 2014) ;
- ☞ Participation au Forum sur les opportunités d'investissement dans la Zone Franche de Nouadhibou organisé à Paris conjointement par l'Autorité de la Zone Franche, le patronat français (le MEDEF) et la Banque Mondiale ;
- ☞ Réception d'une délégation du Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA) dans le cadre de la signature d'une convention de financement de 21 Millions de Dollars US au profit de la CDD, remboursable sur une durée de 22 ans avec un taux d'intérêt de 2% et un différé de 7 ans.

Orientations stratégiques

Pour consolider ses acquis et aller de l'avant dans la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées, la CDD envisage l'avenir avec une vision articulée autour de trois axes stratégiques : le renforcement de sa maturité institutionnelle, l'amélioration et la mise à niveau de son système de management et le renforcement de sa structure financière.

| Axe stratégique | Objectif stratégique | Piste d'action |
|--|---|---|
| Renforcement de la maturité institutionnelle | Renforcer le rôle de la Caisse dans le dispositif institutionnel national | ☞ Achèvement et application de l'arsenal juridique et réglementaire relatif à l'activité de la CDD |
| | | ☞ Définition et normalisation des modes de collaboration et d'interaction avec les administrations et les institutions publiques et privées |
| | | ☞ Développement du réseau des agences sur tout le territoire national |
| | Ancrer l'image de la CDD auprès des différents acteurs | ☞ Organisation de formations, revues et séminaires périodiques relatifs aux activités de la CDD en vue de la maîtrise des métiers |
| | | ☞ Développement de passerelles d'échanges et de concertation avec les départements ministériels ainsi que les représentants du secteur privé |
| | | ☞ Adhésion aux différentes organisations sous régionales et internationales en rapport avec l'activité de la CDD |
| ☞ Elaboration d'une stratégie de communication | | |
| Mise à niveau du système de management | Développer les ressources humaines | ☞ Adoption d'une gestion stratégique des emplois et des compétences |
| | Adopter un système de management de qualité | ☞ Normalisation et standardisation des procédures de différentes natures |
| | | ☞ Lancement d'un processus de certification ISO 9001 |
| | Moderniser le système d'information | ☞ Urbanisation du système d'information (découpage en composantes distinctes) |
| | | ☞ Développement de passerelles permettant l'interopérabilité du SI de la Caisse avec les systèmes d'information des institutions partenaires (Trésor Public et BCM) |
| | | ☞ Adoption d'une politique de sécurité informatique performante |
| Renforcement de la stabilité financière à long terme | Améliorer la mobilisation des ressources locales et extérieures | ☞ Renforcement de la structure du bilan (amélioration des dépôts, acquisition de réserves foncières, ...) |
| | | ☞ Mobilisation de l'épargne nationale à travers le lancement de nouveaux produits novateurs, notamment pour l'habitat social |
| | | ☞ Développement de partenariats stratégiques avec les bailleurs de fonds et les investisseurs à long terme |
| | Diversifier le portefeuille d'actif | ☞ Elaboration d'une politique de développement de filiales |
| | | ☞ Développement du capital risque |
| | | ☞ Positionnement de leadership dans le développement de la Bourse de Nouakchott |
| | Renforcer la viabilité financière | ☞ Développement d'un modèle prudentiel adapté aux activités de la Caisse |
| | | ☞ Développement de fonds d'assurance |
| | | ☞ Appui aux réformes de régimes de garanties innovantes |

RAPPORT FINANCIER

Le budget

Le budget 2014 a été marqué par une nette progression par rapport au budget de l'exercice 2013. En effet, ce budget s'est inscrit dans les perspectives de la poursuite de l'extension et de la modernisation des activités, des structures et des outils de travail de la CDD et de son positionnement dans le paysage financier national.

Cela s'est traduit au niveau du budget de fonctionnement qui a connu une augmentation significative de 99%, passant ainsi de 1 186 millions d'Ouguiya en 2013 à 2 366 millions en 2014. Quant aux investissements, l'essentiel des dépenses a été engagé dans les exercices précédents permettant ainsi une réduction de 125% sur le budget 2014, avec un montant programmé de 178 millions contre 402 en 2013. Enfin, au niveau des produits, la CDD a prévu, au vu de l'évolution de ses activités, une augmentation de 135% par rapport au budget 2013, soit un montant total de 2 928 millions au titre de l'exercice 2014.

Les réalisations budgétaires en 2014 ont été globalement conformes à la planification qui a connu un suivi rapproché et des ajustements en cours d'exercice. Elles font ressortir des taux d'exécution de 96% pour les charges, 67% pour les investissements et 97% pour les produits.

Etat d'exécution du budget de l'année 2014 (en milliers d'Ouguiya)–Synthèse

| Rubrique | Prévision 2014 | Exécution 2014 | Ecart Exécution /Prévision | Taux d'exécution |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------------------|------------------|
| Total général des charges | 2 365 568 | 2 277 507 | - 88 060 | 96% |
| Total général des produits | 2 927 950 | 2 845 477 | - 82 473 | 97% |
| Différence (Produits–Charges) | 562 382 | 567 970 | 5 588 | 101% |
| Total des Investissements | 178 000 | 119 847 | - 58 153 | 67% |

1. Les charges

Budgétisées pour 2 366 millions d'Ouguiya, les charges ont connu un taux de réalisation de 96%. Des économies ont été réalisées par rapport à la programmation au niveau des chapitres suivants:

| Rubrique | Economie réalisée (en millions MRO) |
|---------------------------------------|-------------------------------------|
| Charges non décaissables | 29 |
| Charges liées à l'activité | 29 |
| Charges liées à l'investissement | 12 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 11 |
| Charges et pertes diverses | 3 |
| Frais du personnel | 2 |
| Frais financiers | 2 |
| Total | 88 |

| Etat d'exécution du budget 2014 – Charges (en milliers d'Ouguiya) | | | | |
|---|----------------|------------------------|-----------------------------|------------------|
| Rubriques | Prévision 2014 | Exécutions 2014 | | |
| | | Exécutions. 31/12/2014 | Ecart Exécutions/ Prévision | Taux d'exécution |
| CHARGES LIÉES A L'INVESTISSEMENT | 58 500 | 46 793 | -11 707 | 80% |
| Loyers et charges locatives | 35 000 | 32 863 | -2 137 | 94% |
| <i>Loyers</i> | 35 000 | 32 863 | -2 137 | 94% |
| Travaux d'entretiens et de réparations | 15 000 | 9 866 | -5 134 | 66% |
| <i>Entretien et réparation des locaux</i> | 7 000 | 6 205 | -795 | 89% |
| <i>Entretien et réparation véhicules</i> | 1 500 | 1 178 | -322 | 79% |
| <i>Entretien matériel et mobilier de bureaux</i> | 1 500 | 0 | -1 500 | 0% |
| <i>Maintenance informatique</i> | 2 000 | 0 | -2 000 | 0% |
| <i>Autres entretiens et réparations</i> | 3 000 | 2 482 | -518 | 83% |
| documentation et abonnements | 2 500 | 1 778 | -722 | 71% |
| Primes d'assurance | 2 000 | 189 | -1 811 | 9% |
| <i>Assurances multirisques</i> | 2 000 | 0 | -2 000 | 0% |
| <i>Autres assurances</i> | 0 | 189 | 189 | 0% |
| Frais de séminaires-colloques-conférences | 4 000 | 2 097 | -1 903 | 52% |
| Adhésion aux associations | 0 | 0 | 0 | 0% |
| FRAIS FINANCIERS | 107 700 | 105 912 | -1 788 | 98% |
| Intérêts | 106 700 | 105 425 | -1 275 | 99% |
| <i>Intérêts servis sur les DAT</i> | 13 200 | 12 113 | -1 087 | 92% |
| <i>Intérêts servis sur les Comptes Epargnes</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Autres intérêts (Emprunt FADES et le FQ)</i> | 93 500 | 93 312 | -188 | 100% |
| Commissions | 1 000 | 486 | -514 | 49% |
| CHARGES LIÉES A L'ACTIVITE | 169 200 | 140 235 | -28 965 | 83% |
| Déplacement, missions et réception | 42 000 | 34 674 | -7 326 | 83% |
| <i>Voyages et déplacements</i> | 14 000 | 9 289 | -4 711 | 66% |
| <i>Missions</i> | 20 000 | 18 458 | -1 542 | 92% |
| <i>Frais de réception</i> | 8 000 | 6 927 | -1 073 | 87% |
| Frais postaux et télécommunications | 26 000 | 16 899 | -9 101 | 65% |
| <i>Frais de télécommunications</i> | 25 000 | 16 899 | -8 101 | 68% |
| <i>Autres frais postaux</i> | 1 000 | 0 | -1 000 | 0% |
| Rémunération d'intermédiaires & honoraires | 39 200 | 29 535 | -9 665 | 75% |
| <i>Honoraires</i> | 25 200 | 25 068 | -132 | 99% |
| <i>Prestation externe de sécurité</i> | 8 000 | 0 | -8 000 | 0% |
| <i>actes et mutations</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Assistance technique et autres</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Prestation de service informatique</i> | 6 000 | 4 467 | -1 533 | 74% |
| Publicité et Communications | 7 000 | 6 948 | -52 | 99% |
| Approvisionnements | 42 000 | 40 928 | -1 072 | 97% |
| <i>Eau et électricité</i> | 22 000 | 21 472 | -528 | 98% |
| <i>Carburant et lubrifiants</i> | 8 000 | 7 566 | -434 | 95% |
| <i>Fournitures de bureaux et imprimés</i> | 6 000 | 4 339 | -1 661 | 72% |
| <i>Fournitures Informatiques</i> | 8 000 | 7 550 | -450 | 94% |
| Autres charges liées à l'activité | 13 000 | 11 250 | -1 750 | 87% |

| Etat d'exécution du budget 2014 – Charges (en milliers d'Ouguiya) | | | | |
|---|------------------|------------------------|-----------------------------|------------------|
| Rubriques | Prévision 2014 | Exécutions 2014 | | |
| | | Exécutions. 31/12/2014 | Ecart Exécutions/ Prévision | Taux d'exécution |
| <i>Cotisations aux groupements professionnels</i> | 5 000 | 4 500 | -500 | 90% |
| <i>Frais de conseils et d'assemblées</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Jetons de présence</i> | 8 000 | 6 750 | -1 250 | 84% |
| CHARGES & PERTE DIVERSES | 24 100 | 21 137 | -2 963 | 88% |
| <i>Dons</i> | 6 100 | 6 021 | -79 | 99% |
| <i>Subventions</i> | 11 000 | 10 640 | -360 | 97% |
| <i>Autres charges exceptionnelles</i> | 7 000 | 4 476 | -2 524 | 64% |
| FRAIS DU PERSONNEL | 1 178 106 | 1 176 268 | -1 838 | 100% |
| <i>Salaires de base, indemnités et fds spéciaux</i> | 756 000 | 754 949 | -1 051 | 100% |
| <i>Salaires de base, indemnités et fds spéciaux Str.Char.Sec Ru</i> | 138 000 | 137 951 | -49 | 100% |
| <i>Mains d'œuvre occasionnelle</i> | 22 000 | 21 384 | -616 | 97% |
| <i>Mains d'œuvre occasionnelle Structure Chargée du sec.rural</i> | 4 000 | 3 877 | -123 | 97% |
| <i>Heures suppl</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Congés annuels</i> | 83 791 | 83 791 | 0 | 100% |
| <i>Gratifications</i> | 102 290 | 102 290 | 0 | 100% |
| <i>Gratifications Structure Chargée du secteur rural</i> | 13 044 | 13 044 | 0 | 100% |
| <i>Préavis licenciements</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Sécurité sociale et assurance maladie</i> | 55 927 | 55 927 | 0 | 100% |
| <i>Frais médicaux</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Frais de formation</i> | 3 054 | 3 054 | 0 | 100% |
| <i>Frais de restauration du personnel</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Autres charges du personnel</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| IMPÔTS TAXES ET VERS ASSIMILES | 208 962 | 197 344 | -11 618 | 94% |
| <i>Taxes sur véhicules à moteur</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Droits d'enregistrement</i> | 3 000 | 0 | -3 000 | 0% |
| <i>Taxes d'apprentissages</i> | 14 962 | 6 691 | -8 270 | 45% |
| <i>Taxes municipales</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Patente</i> | 4 000 | 4 000 | 0 | 100% |
| <i>Autres Impôts et taxes (TRCM)</i> | 187 000 | 186 653 | -347 | 100% |
| CHARGES NON DECAISSABLES | 619 000 | 589 820 | -29 180 | 95% |
| <i>Dotations aux Amortissement des immo.</i> | 75 000 | 74 763 | -237 | 100% |
| <i>Prov.P/Depr.de la Clientèle</i> | 50 000 | 26 889 | -23 111 | 54% |
| <i>Dotations aux provisions Risque de change</i> | 185 000 | 182 080 | -2 920 | 98% |
| <i>Provisions. Dép.cpt.Interm.Financiers</i> | 300 000 | 300 000 | 0 | 100% |
| <i>Pertes et Charges sur Exercices Antérieurs</i> | 9 000 | 6 088 | -2 912 | 68% |
| TOTAL GENERAL DES CHARGES | 2 365 568 | 2 277 507 | -88 060 | 96% |

2. Les investissements

Les investissements programmés en 2014 pour 178 millions d'Ouguiya ont couvert essentiellement l'acquisition d'équipements informatiques, de mobiliers et équipements de bureaux, de moyens de transport ainsi que des aménagements et équipements destinés aux nouvelles agences régionales.

| Etat d'exécution du budget 2014 (en millions d'Ouguiya) - Les investissements | | | | |
|---|----------------|-----------------------|---------------------------|------------------|
| Rubriques | Prévision 2014 | Exécutions 2014 | | |
| | | Exécutions 31/12/2014 | Ecart Exécution/Prévision | Taux d'exécution |
| Matériel Informatique | 40 000 | 21 955 | -18 045 | 55% |
| Mobilier et matériel de bureaux | 35 000 | 23 571 | -11 429 | 67% |
| Constructions | 25 000 | 8 271 | -16 729 | 33% |
| Transports (Achat des véhicules) | 31 000 | 29 221 | -1 779 | 94% |
| Autres équipements | 16 000 | 18 825 | 2 825 | 118% |
| Agencements Aménagements | 10 000 | 3 531 | -6 469 | 35% |
| Logiciels | 5 000 | 473 | -4 527 | 9% |
| Ameublements | 16 000 | 14 000 | -2 000 | 88% |
| TOTAL | 178 000 | 119 847 | -58 153 | 67% |

3. Les produits

Les produits budgétisés pour un montant global de 2 927 millions d'Ouguiya ont été réalisés à 97%, soit un déficit de 82.4 millions.

| Exécution du budget des produits – Ecart par rapport aux prévisions (en millions MRO) | |
|---|---------------------------|
| Rubrique | Déficit (en millions MRO) |
| Produits sur opérations de placement | 61,6 |
| Produits sur opérations de crédit | 8,1 |
| Produits sur opérations de financement islamique | 3,8 |
| Commissions | 7,1 |
| Produits sur gestion sous-mandat | 0,4 |
| Produits exceptionnels | 0,3 |
| Reprises de provisions et amortissements | 1,1 |
| Total | 82,4 |

| Etat d'exécution du budget 2014 (en milliers d'Ouguiya) - Produits | | | | |
|--|------------------|------------------|---------------------------|------------------|
| Rubriques | Prévision 2014 | Exécutions 2014 | | |
| | | Exécutions 2014 | Ecart Exécution/Prévision | Taux d'exécution |
| PRODUITS SUR OPER.PLACEMENTS | 2 020 000 | 1 958 357 | -61 643 | 97% |
| INTÉRÊTS OP PLACEMENTS CPTS TRESOR | 1 780 000 | 1 753 444 | -26 556 | 99% |
| INTÉRÊTS OP INERBANCAIRE ET OP A TERME | 240 000 | 204 913 | -35 087 | 85% |
| PRODUITS D'INVESTISSEMENTS | 0 | 0 | 0 | 0% |
| PRODDUITS SUR OPER. DE CREDITS | 236 000 | 227 878 | -8 122 | 97% |
| Intérêts débiteurs comptes ordinaires | 152 000 | 150 475 | -1 525 | 99% |
| Intérêts crédits CMLT équipement | 79 000 | 77 366 | -1 634 | 98% |
| Intérêts autres crédits CMLT | 10 000 | 37 | -9 963 | 0% |
| PRODUITS SUR OPER.DE FINANCEMENT ISLAMIQUES | 225 000 | 221 165 | -3 835 | 98% |
| <i>Marges sur op mourabaha cmlt équipement</i> | 177 000 | 174 673 | -2 327 | 99% |
| <i>Marges autres CMLT</i> | 0 | 0 | 0 | 0% |
| <i>Marges sur mourabaha structurées</i> | 16 000 | 15 524 | -476 | 97% |
| <i>Marges sur mourabaha & autres op SCFSA</i> | 32 000 | 30 968 | -1 032 | 97% |
| PRODUITS SUR GESTION SOUS MANDAT | 320 000 | 319 614 | -386 | 100% |
| COMMISSIONS | 109 950 | 102 862 | -7 088 | 94% |
| Commissions Op Clientèle | 48 100 | 43 174 | -4 926 | 90% |
| Com/ouverture/clôture comptes. | 400 | 301 | -99 | 75% |
| Com de découvert et mouvements de comptes. | 1 500 | 565 | -935 | 38% |
| Frais de tenue cpt | 1 200 | 1 097 | -103 | 91% |
| Commissions d'engagement | 45 000 | 41 211 | -3 789 | 92% |
| Commissions relevé de compte | 0 | 0 | 0 | 0% |
| Produits S/Op. Diverses | 1 850 | 528 | -1 322 | 29% |
| Frais chéquiers | 150 | 125 | -25 | 83% |
| Com enc chèques Mauritanie | 100 | 8 | -92 | 8% |
| Com cheque certifie | 100 | 4 | -96 | 4% |
| Com / virement | 1 500 | 387 | -1 113 | 26% |
| Produits divers | 0 | 3 | 3 | 0% |
| Produits Engagements par signature | 60 000 | 59 161 | -839 | 99% |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 2 000 | 1 681 | -319 | 84% |
| REPRISE/PROVISION ET AMORTISSEMENTS | 15 000 | 13 920 | -1 080 | 93% |
| TOTAL GENERAL DES PRODUITS | 2 927 950 | 2 845 477 | -82 473 | 97% |

Le résultat comptable a été très proche du niveau des prévisions du budget. Prévu pour un montant de 562.4 millions d'Ouguiya, il s'est situé à 568 millions, soit un excédent de 5.6 millions (1% de plus que les prévisions).

| Résultat de l'exercice 2014 | | | | |
|---|----------------|----------------|------------------------------------|----------------------------------|
| | Prévision | Réalisation | Ecart Réalisation/ Prévision | Pourcentage de réalisation |
| RESULTAT COMPTABLE | 562 382 | 567 970 | 5 588 | 101% |
| BIC avant impôts et retraitement fiscal | 140 596 | 141 993 | 1 397 | 101% |
| IMF | 73 199 | 70 747 | -2 452 | 97% |
| BIC : | 67 397 | 71 246 | 3 849 | 106% |
| Résultat Net | 421 787 | 425 978 | 4 191 | 101% |

Les états financiers

Les états financiers de la CDD au titre de l'exercice 2014 font ressortir un total du bilan de 104.7 milliards d'Ouguiya, un total du hors bilan de 9.2 milliards et un résultat comptable brut de 568.0 millions. Le total du bilan a connu ainsi une hausse de 210% par rapport à l'exercice 2013, tandis que le hors bilan enregistre une baisse de 42%. Le résultat comptable brut a été quasiment multiplié par 10 au cours de cet exercice.

1. Le bilan

| Actif au 31.12.2014 (en Ouguiya) | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
| LIBELLE | CDD | DDC | DD | CDD |
| | 31/12/2013 | 31/12/2014 | | |
| TRESORERIE ET OPERATIONS INTERBANCIAIRES | 14 678 491 196 | 55 089 167 039 | 187 176 331 | 55 276 343 371 |
| Disponibilités CDD | 4 838 697 212 | 4 625 580 872 | 187 176 331 | 4 812 757 204 |
| Comptes déposants | 5 733 950 432 | 46 393 625 417 | - | 46 393 625 417 |
| <i>Comptes des dépôts auprès du Trésor</i> | <i>5 374 488 493</i> | <i>46 022 334 850</i> | - | <i>46 022 334 850</i> |
| <i>Comptes des dépôts auprès de la BCM</i> | <i>359 461 939</i> | <i>371 290 567</i> | - | <i>371 290 567</i> |
| Disponibilités Mandats de Gestion | 605 843 552 | 869 960 750 | - | 869 960 750 |
| Prêts à terme | | 3 200 000 000 | | 3 200 000 000 |
| <i>Prêts à terme</i> | <i>3 500 000 000</i> | <i>3 500 000 000</i> | | <i>3 500 000 000</i> |
| <i>Provisions dépréciations .comptes D'intermédiaires financiers</i> | | <i>- 300 000 000</i> | | <i>-300 000 000</i> |
| CREDITS A LA CLIENTELE | 4 764 374 731 | 9 209 089 947 | 3 058 935 333 | 12 268 025 281 |
| Crédit à la clientèle | | 9 223 619 256 | 3 071 294 661 | 12 294 913 918 |
| Provisions .dépréciations comptes de la clientèle | 0 | -14 529 309 | - 12 359 328 | -26 888 637 |
| CREDITS MANDATS DE GESTION | 1 263 712 764 | 5 704 208 932 | 0 | 5 704 208 932 |
| COMPTES D'ATTENTE ET DE REGULARISATION | 9 243 572 000 | 21 944 998 795 | 5 640 365 501 | 27 585 364 296 |
| Comptes d'attente CDD | 6 043 197 558 | 10 274 857 470 | 254 137 567 | 10 528 995 037 |
| Comptes d'attente Mandats de gestion | 3 200 374 442 | 10 533 902 734 | - | 10 533 902 734 |
| Comptes de liaison & inter activités | | 1 136 238 591 | 5 386 227 934 | 6 522 466 525 |
| CAPITAL NON VERSE | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 3 000 000 000 |
| IMMOBILISATIONS NETTES | 602 667 207 | 647 751 327 | 0 | 647 751 327 |
| Immobilisations | 651 808 036 | 771 655 094 | - | 771 655 094 |
| Dotations aux amortissements | -49 140 828 | -123 903 766 | - | -123 903 766 |
| TITRES DE PARTICIPATION | 200 000 000 | 251 000 000 | 0 | 251 000 000 |
| TOTAL ACTIF | 33 752 817 898 | 95 846 216 041 | 8 886 477 166 | 104 732 693 207 |
| HORS BILAN | | | | |
| Mandat gestion | 5 450 000 000 | 4 190 000 000 | | 4 190 000 000 |
| Accord de financement. | 3 558 600 000 | 0 | 2 357 520 000 | 2 357 520 000 |
| Garanties reçues | 900 000 000 | 900 000 000 | | 900 000 000 |
| Cautions reçues | 57 298 715 | 26 582 462 | | 26 582 462 |
| Cautions de soumission | 200 000 000 | 124 000 000 | 120 000 000 | 244 000 000 |
| Cautions avance de démarrage | 3 316 201 192 | 527 650 667 | | 527 650 667 |
| Cautions de bonne fin | 1 702 336 891 | 115 656 929 | | 115 656 929 |
| Autres cautions et avals divers | 789 395 443 | 877 711 807 | | 877 711 807 |
| TOTAL HORS BILAN | 15 973 832 241 | 6 761 601 865 | 2 477 520 000 | 9 239 121 865 |

| Passif au 31.12.2014 (en Ouguiya) | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------|------------------------|
| LIBELLE | CDD | DDC | DD | CDD |
| | 31/12/2013 | 31/12/2014 | | |
| Trésorerie et opération interbancaires | 12 025 452 186 | 61 792 678 932 | 398 617 941 | 62 191 296 873 |
| Dépôts à la CDD | 10 213 774 408 | 50 902 643 379 | 398 617 941 | 51 301 261 319 |
| Compte de Transformation | | 4 570 451 759 | | 4 570 451 759 |
| Opérations de Mandats de Gestion | 1 811 677 778 | 4 412 203 934 | | 4 412 203 934 |
| Dépôts à terme | | 1 907 379 861 | | 1 907 379 861 |
| Comptes d'attente et de régularisation | 9 123 324 122 | 27 938 918 112 | 7 357 227 | 27 946 275 340 |
| Comptes d'attente CDD | 5 870 851 247 | 8 659 800 625 | 7 357 227 | 8 667 157 853 |
| Comptes d'attente Mandats De Gestion | 3 252 472 875 | 12 756 654 582 | 0 | 12 756 654 582 |
| COMPTE DE LIAISON & INTER ACTIVITE | | 6 522 462 905 | | 6 522 462 905 |
| Emprunt | 2 409 920 000 | 0 | 3 779 760 000 | 3 779 760 000 |
| Capitaux propres | 10 194 121 590 | 6 114 618 997 | 4 700 741 998 | 10 815 360 994 |
| Capital libéré | 7 020 792 401 | 2 520 792 401 | 4 500 000 000 | 7 020 792 401 |
| Capital non libéré | 3 000 000 000 | 3 000 000 000 | 0 | 3 000 000 000 |
| Réserves | 105 065 016 | 112 725 816 | 24 424 295 | 137 150 111 |
| Provisions | 36 179 078 | 200 636 298 | 30 804 613 | 231 440 912 |
| Résultat avant impôts | 57 240 058 | 373 952 641 | 194 017 452 | 567 970 093 |
| IMF | -25 154 963 | -63 195 981 | -7 550 933 | -70 746 914 |
| BIC | | -30 292 179 | -40 953 430 | -71 245 609 |
| Résultat Net | 32 085 095 | 280 464 481 | 145 513 089 | 425 977 570 |
| Total Passif | 33 752 817 898 | 95 846 216 041 | 8 886 477 166 | 104 732 693 207 |
| HORS BILAN | | | | |
| C/P Mandat gestion | 5 450 000 000 | 4 190 000 000 | | 4 190 000 000 |
| C/P Accord de Financement. | 3 558 600 000 | 0 | 2 357 520 000 | 2 357 520 000 |
| C/P Garanties reçues | 900 000 000 | 900 000 000 | | 900 000 000 |
| C/P Cautions reçues | 57 298 715 | 26 582 462 | | 26 582 462 |
| C/P Cautions de soumission | 200 000 000 | 124 000 000 | 120 000 000 | 244 000 000 |
| C/P avance de démarrage | 3 316 201 192 | 527 650 667 | | 527 650 667 |
| Cautions Bonne Fin | 1 702 336 891 | 115 656 929 | | 115 656 929 |
| Autres Cautions et Avals Diverses | 789 395 443 | 877 711 807 | | 877 711 807 |
| TOTAUX | 15 973 832 241 | 6 761 601 865 | 2 477 520 000 | 9 239 121 865 |

2. Note relative à l'actif du bilan

Trésorerie et opérations interbancaires

La rubrique, trésorerie et opérations interbancaires est passée de 14,678 milliards en 2013, à 55,276 milliards en 2014, soit une augmentation de 277%, soit 40.598 en valeur absolue. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des dépôts de la CDD qui sont passés de 5,734 milliards en 2013 à 46,394 milliards en 2014.

Les principales évolutions enregistrées au niveau de cette rubrique concernent :

- ✓ L'augmentation des dépôts qui sont passés de 5,734 Milliards à 46,394 Milliards, soit une augmentation de 40,66 Milliards ;
- ✓ L'augmentation du disponible du Mandat de Gestion qui est passée de 0,606 Milliard à 0,870 Milliard, soit une augmentation de 0,264 milliard ;
- ✓ La baisse du disponible de la CDD qui est passé de 4,839 Milliards à 4,813 Milliards soit, une baisse de 0,026 Milliards ;
- ✓ La baisse des crédits nets accordés aux institutions financières : 0,3 Milliards, ce montant représente la provision pour dépréciation des comptes d'intermédiaires financiers (MAURIS Banque);

Quant à sa répartition, elle est composée des comptes suivants :

| Répartition de la rubrique "Trésorerie et opérations interbancaires" (en milliards MRO) | |
|---|--------------|
| Sous rubrique | Montant |
| Trésor public | 50,80 |
| Opérations à terme | 3,20 |
| Trésorerie du Mandat de Gestion | 0,87 |
| BCM | 0,37 |
| Encaisse CDD | 0,04 |
| Total | 55,28 |

Crédit à la clientèle

Le portefeuille de crédits à la clientèle de la Caisse (DDC et DD) est passé de 4,764 milliards en 2013 à 12,268 milliards en 2014, soit une augmentation de 157 %. Cette enveloppe se répartit comme suit :

- ✓ Crédits DDC: 9,209 Milliards ;
- ✓ Crédits DD: 3,059 Milliards.

Crédit au titre du Mandat de Gestion

L'encours des crédits du Mandats de Gestion a enregistré une hausse de 351% passant de de 1,264 milliards en 2013 à 5,704 milliards en 2014 dont 2,275 milliards dans le cadre du financement du secteur rural (1,226 milliards pour les campagnes agricoles et 1,049 pour le matériel usagé de la SNAAT). Ce développement s'explique par l'accélération des activités de financement au niveau des régions du pays.

Le montant des crédits distribués dans le cadre du Mandat de Gestion « Fonds de soutien à l'emploi » s'est élevé, au 31 décembre 2014, à 4,062 milliards répartis comme suit :

| Région | Financement FSE (en millions MRO) |
|---------------|-----------------------------------|
| Nouakchott | 1337 |
| Nouadhibou | 1109 |
| Brakna | 412 |
| Gorgol | 249 |
| Adrar | 177 |
| Hodh Echargui | 336 |
| Hodh Elgharbi | 172 |
| Guidimakha | 167 |
| Assaba | 103 |
| Total | 4062 |

Les comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2014, à 27,585 Milliards. Elle regroupe les opérations en attente de régularisation suivantes :

| Compte | Montant (en milliards MRO) |
|---|----------------------------|
| « ETAT MANDAT DE GESTION » EN ATTENTE DE REGULARISATION (Compte technique débité lors de la mise des fonds de dotation du Mandat de Gestion à la disposition de la CDD) | 10,534 |
| « COMPTES D'ATTENTES CDD » : | 10,529 |
| Comptes réfléchies relatifs aux comptes des tiers du FADES et le comptes de transformation : | 8,275 |
| Produits à recevoir : | 0,957 |
| <i>Rémunération de la CDD pour le Mandat de gestion</i> | <i>0,444</i> |
| <i>Rémunération des dépôts par le Trésor public non encore encaissée</i> | <i>0,459</i> |
| <i>Produits non encaissés relatifs aux crédits à terme accordés aux institutions financières (BPM, BEA, .. etc.)</i> | <i>0,054</i> |
| Autres actifs à régulariser : | 1,297 |
| <i>Avance effectuée par le siège dans le cadre du financement du secteur rural</i> | <i>0,9</i> |
| <i>Charges comptabilisées d'avance</i> | <i>0,036</i> |
| <i>Créances rattachées (contrepartie des produits courus et non échus)</i> | <i>0,094</i> |
| <i>Ecart de réévaluation de la ligne FADES</i> | <i>0,182</i> |
| <i>Autres actifs</i> | <i>0,085</i> |
| COMPTES DE LIAISON & INTERACTIVITES | 6,522 |
| Total | 27,585 |

Le capital non versé

Le capital non versé (3 milliards au 31/12/2014) représente la partie du capital souscrit et non encore versée par l'Etat.

Les Immobilisations

Au 31/12/2014, les immobilisations brutes se sont élevées à 771,655 millions, soit une augmentation de 120 millions par rapport à 2013. Cette variation représente les acquisitions d'équipements suivants:

| Equipement | Montant (en millions MRO) |
|---------------------------|---------------------------|
| Transport (Véhicules) | 29 |
| Mobilier de bureau | 24 |
| Matériel informatique | 22 |
| Autres équipements | 15 |
| Ameublement | 14 |
| Construction (siège) | 12 |
| Agencement et aménagement | 3,5 |
| Logiciel | 0,5 |
| Total | 120 |

Les titres de participation

Les titres de participation passent de 200 millions en 2013 à 251 millions en 2014. Ils ont connu une hausse de 51 millions représentant la participation de la CDD dans le capital de NOVEC Mauritanie SAS (joint-venture avec NOVEC, filiale de la Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc).

Au 31/12/2014, les titres de participation se répartissent comme suit :

- ☞ Participation au capital de la *Télédiffusion* de Mauritanie : 100 millions ;
- ☞ Participation au capital de la Radio de Mauritanie : 50 millions ;
- ☞ Participation au capital de la Télévision de Mauritanie : 50 millions ;
- ☞ Participation au capital de NOVEC Mauritanie SAS : 51 millions.

3. Note sur le Passif du Bilan

Trésorerie et opérations interbancaires

La trésorerie passive de la CDD est passée de 12 milliards en 2013 à 62 milliards en 2014, soit une augmentation de 417 % (50 milliards). Cette augmentation est justifiée essentiellement par :

- ☞ l'augmentation des dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics transférés à la CDD en 2014 : 41 milliards ;
- ☞ la mise à disposition de la CDD de fonds dans le cadre de la convention du compte de transformation pour l'appui aux politiques publiques : 4,5 milliards ;
- ☞ la mise à disposition de la CDD de fonds dans le cadre du Mandat de Gestion : 2,6 milliards ;
- ☞ l'augmentation des dépôts à terme : 1,9 milliards.

Les dépôts de la clientèle à la CDD s'élèvent à 51,3 Milliards et se répartissent comme suit :

- ☞ dépôts des anciens déposants de la CDD (CNAM, CNSS, etc.) : 2,7 milliards ;
- ☞ compte des dépôts et consignations : 4,3 milliards ;
- ☞ dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics transférés à la CDD en 2014 : 43,6 milliards ;
- ☞ comptes à vue auprès de la CDD : 0,7 milliards

Les dépôts à terme s'élèvent à 1,9 milliards représentant le dépôt à terme de Société de Gestion de Manantali (SOGEM).

Comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique, qui s'élève à 27,946 milliards, regroupe :

- ☞ Le solde du compte d'attente « Etat Mandat de Gestion » : 12,757 milliards millions qui représentent la contrepartie des comptes techniques du mandat de Gestion figurant à l'actif ;
- ☞ Comptes de liaison & Interactivités : 6,522 milliards ;
- ☞ « Comptes d'attentes CDD » : 8,667 milliards dont :
 - Comptes réfléchis relatifs aux comptes des emplois du FADES et le comptes de transformation : 7,995 milliards ;
 - Comptes réfléchis relatif au compte de remboursement du FADES : 0,280 milliards ;
 - Les charges à payer : 256 millions, représentant diverses charges dues et non encore décaissées dont : les droits de congés (53 millions) et « impôts diverses » (142 millions) ;
 - Autres passifs à régulariser : 136 millions ;

- Le solde du compte d'attente (recette cession matériel agricole : 51 millions ;
- Produits perçus d'avance : 13 millions représentent les intérêts payés d'avance par la banque BMS, dans le cadre de l'opération de Mourabaha effectuée avec la CDD ;
- Autres passifs à régulariser : 72 millions dont ITS à payer (30 millions), TVA et IMF (1,5 millions), taxe sur les opérations financières (26,5 millions), sécurité sociale (8 millions), IRF et CF (6 millions).

Emprunt

Le montant de ce poste (3,780 Milliards) représente la contrevaletur en Ouguiya de l'emprunt FADES décaissé et non encore remboursé au 31/12/2014.

Capitaux propres

Le montant des capitaux propres s'élève au 31/12/2014 à 10,815 Milliards se répartissant comme suit :

| | |
|-------------------------------------|------------------|
| ☞ Capital libéré : | 7,021 milliards; |
| ☞ Réserves | 0,137 milliards; |
| ☞ Provisions pour pertes et charges | 0,231 milliards; |
| ☞ Capital souscrit non libéré | 3 milliards; |
| ☞ Résultat net de l'exercice 2014 | 0,426 milliards. |

Il est à noter que les capitaux propres sont passés de 10,194 Milliards en 2013, à 10,815 Milliards en 2014, soit une augmentation de 6%. Cette augmentation de la situation nette de la CDD s'explique par :

| | |
|--|----------------|
| ☞ L'augmentation des réserves : | 32 millions ; |
| ☞ La variation des provisions pour pertes et charges : | 195 millions ; |
| ☞ La variation du résultat de l'exercice : | 394 millions. |

Hors Bilan

Le portefeuille des engagements donnés et reçus en hors-bilan s'élève, au 31/12/ 2014, à 9,239 Milliards d'Ouguiya, soit une diminution de 42% par rapport à l'exercice 2013.

Ce portefeuille se présente comme suit :

| | |
|-------------------------------------|-------------------|
| ☞ Mandat de gestion FSE: | 4,190 Milliards ; |
| ☞ Accord de financement FADES : | 2,358 Milliards ; |
| ☞ Garantie reçue de l'état : | 0,9 Milliard ; |
| ☞ Cautions de soumission : | 0,244 Milliard ; |
| ☞ Cautions avance de démarrage : | 0,528 Milliards; |
| ☞ Cautions Bonne Fin | 0,115 Milliard ; |
| ☞ Autres Cautions et Avals Divers : | 0,878 Milliard |
| ☞ Diverses cautions reçues : | 0,026 Milliard. |

4. Le compte de résultat

| Montants en milliers d'Ouguiya | | | | |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Libelle | Jan-Déc. 13 | Jan-Déc. 14 | Ecart | % |
| Produits d'exploitation bancaire | 1 131 589 | 2 829 877 | 1 698 288 | 150% |
| Charges d'exploitation bancaire | -41 190 | -105 912 | -64 721 | 157% |
| PRODUIT NET BANCAIRE | 1 090 399 | 2 723 965 | 1 633 566 | 150% |
| <i>Dont marge d'intérêt clientèle</i> | <i>114 198</i> | <i>449 043</i> | <i>334 845</i> | <i>293%</i> |
| <i>Dont marge d'intérêts de trésorerie</i> | <i>624 263</i> | <i>1 852 932</i> | <i>1 228 669</i> | <i>197%</i> |
| <i>Dont commissions clientèle</i> | <i>39 609</i> | <i>102 376</i> | <i>62 767</i> | <i>158%</i> |
| <i>Dont commissions Mandat de Gestion</i> | <i>312 329</i> | <i>319 614</i> | <i>7 286</i> | <i>2%</i> |
| Charges externes liées à l'investissement | -28 056 | -46 793 | -18 737 | 67% |
| Charges externes liées à l'activité | -114 426 | -135 735 | -21 309 | 19% |
| Charges et pertes diverses | -23 112 | -31 725 | -8 613 | 37% |
| Frais de personnel | -828 823 | -1 176 268 | -347 445 | 42% |
| Impôts, taxes et versements assimilés | -68 853 | -197 344 | -128 491 | 187% |
| Total Frais Généraux | -1 063 269 | -1 587 864 | -524 595 | 49% |
| Dotations aux comptes d'amortissements | -37 029 | -74 763 | -37 733 | 102% |
| TOTAL Frais Généraux et Amortissements | -1 100 299 | -1 662 627 | -562 328 | 51% |
| RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION | -9 900 | 1 061 338 | 1 071 238 | |
| CHARGES DE RISQUE | -13 920 | -508 969 | -495 049 | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 81 060 | 15 601 | -65 459 | -81% |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 57 240 | 567 970 | 510 730 | 892% |

5. Note relative au compte de résultats

Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire, qui est la différence entre la rémunération des emplois de la CDD et la rémunération de ses ressources, s'est élevé au 31/12/2014, à 2,724 Milliards, soit une augmentation de 150% par rapport à l'exercice de 2013. Cette évolution s'explique par :

- ✓ la hausse constatée au niveau des produits perçus sur les dépôts rémunérés par le Trésor Public (1,153 Milliards) suite à l'augmentation des dépôts des nouvelles entreprises et organismes publics transférés à la CDD en 2014;
- ✓ la hausse des revenus des opérations des crédits à terme accordés à certaines banques locales (140 millions) ;
- ✓ l'augmentation des intérêts et marges due à l'augmentation des prêts accordés (335 millions) ;
- ✓ l'augmentation des commissions due essentiellement à l'augmentation des engagements par signature (42 millions) et des commissions sur les crédits (21 millions).

- ✓ l'augmentation des produits sur Mandat de Gestion (7 millions) ;
- ✓ l'augmentation des frais financiers de 64 millions .

Frais Généraux

Les frais généraux regroupent :

1. Les charges externes liées à l'investissement ;
2. Les charges externes liées à l'activité ;
3. Les charges et pertes diverses ;
4. Les frais du personnel ;
5. Les impôts, taxes et versements assimilés.

Le montant des frais généraux est passé de 1,063 milliards au 31/12/2013 à 1,588 milliards en 2014, soit une augmentation de 49%, Cette augmentation s'explique par :

a. L'augmentation des charges externes liées à l'investissement de 18,7 millions en 2014 réparties comme suit :

- Loyers et charges locatives : 14 millions ;
- Entretien et réparations : 2,3 millions ;
- Frais de documentation : 0,8 millions ;
- Colloques et séminaires : 1,4 millions ;
- Assurance de transport : 0,2 millions ;

a. La hausse des charges externes liées à l'activité d'un montant de 21,3 millions (19%), répartie comme suit

- Honoraires : 5,6 millions ;
- Missions, voyages et déplacements : 5,8 millions ;
- Télécommunication : 5,1 millions ;
- Approvisionnement non stocké: 9,9 millions ;
- Jetons de présence: 3,2 millions ;

Certains sous- chapitres de cette rubrique ont enregistré une baisse :

- ✓ Publicité, communication : 8,3 millions ;

b. La progression des charges et pertes diverses (8,6 millions), s'expliquant par l'évolution des postes suivants :

- Subventions, dons et pourboires : 4,2 millions ;
- Autres charges et pertes exceptionnelles : 4,4 millions ;

c. L'évolution des frais du personnel qui ont connu en 2014 une augmentation de 42% par rapport à 2013, soit 347 millions. Cette progression s'explique par les recrutements et les nominations effectuées en 2014 et par la prise en charge des salaires des employés de la Structure chargée du financement du secteur agricole.

d. La hausse des « Impôt, taxes et versements assimilés » qui a atteint 128,5 millions en 2014 par rapport à 2013. Elle s'explique essentiellement par :

- ✓ l'augmentation de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (124,8 millions), qui a été comptabilisé en charge. Elle représente 10% des intérêts perçus sur les dépôts rémunérés par le Trésor Public ;
- ✓ l'augmentation de la taxe d'apprentissage (1,7 millions) relative à l'augmentation de l'effectif du personnel ;
- ✓ l'augmentation de la patente (2 million) relative à la croissance du chiffre d'affaire.

Les Amortissements

Au 31/12/2014, les amortissements ont connu une hausse de 37.7 millions, soit une augmentation de 102%. Cette évolution s'explique par les nouvelles acquisitions d'équipements nécessaires au développement de l'activité.

Les charges liées aux risques

Le montant de ce poste s'élève, au 31/12/2014, à 509 millions contre 13,9 millions en 2013. Il comporte :

- ✓ Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle : 27 millions ;
- ✓ Dotations aux provisions pour risques et charges (risque de change de l'emprunt FADES): 182 millions ;
- ✓ Provisions pour dépréciation des comptes d'intermédiaires financiers : 300 millions.

Le résultat exceptionnel

Le montant du résultat exceptionnel s'élève, au 31/12/2014, à 15,6 millions regroupant une reprise sur provision pour risques et charges (13,9 millions) et « autres produits exceptionnels » (1,7 millions).

Le résultat

Le résultat brut d'exploitation de l'exercice 2014 est de 1,061 Milliards. Le résultat avant impôt s'élève à 568 millions contre 57 millions en 2013, soit une augmentation de 511 millions. Cette progression est justifiée par l'augmentation des produits sur les opérations des placements et sur les crédits à la clientèle.